

AMNESTY

LE MAGAZINE DES DROITS HUMAINS

N° 119
Décembre 2024



(RÉ)APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

PORTRAIT
Éclairer une part d'ombre

SUISSE
Une plume au service des autres

AMNESTY
INTERNATIONAL



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE 2025

NOUS AVONS LE PLAISIR DE VOUS INVITER À LA PROCHAINE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (AG) DE LA SECTION SUISSE D'AMNESTY INTERNATIONAL ! RÉSERVEZ D'ORES ET DÉJÀ LE

SAMEDI 17 MAI 2025
TRAFO HALLE, BADEN

La matinée sera consacrée à la partie statutaire (élections et votes), l'après-midi au contenu sur les thèmes actuels en lien avec les droits humains. Des défenseur-e-x-s des droits humains viendront prendre la parole et échanger avec les membres. Prenez part aux discussions lors des ateliers thématiques et profitez-en pour faire connaissance avec de nouvelles personnes.

Nous nous réjouissons énormément de pouvoir passer cette journée avec vous. **L'inscription sera disponible à partir de mars 2025. Les motions et postulats peuvent être soumis jusqu'au 22 mars 2025.**

Pour avoir le droit de vote à l'AG, il faut avoir été membre depuis au moins quatre mois avant l'AG (adhésion au plus tard le 17 janvier 2025) et payé sa cotisation annuelle. Toutes les informations sur notre site : www.amnesty.ch/ag

ÉDITORIAL



Alors que la moitié de la population mondiale s'est rendue aux urnes cette année, force est de constater que la bonne vieille recette populiste consistant à diviser pour mieux régner n'a rien perdu de son efficacité. Mais qu'en est-il des personnes qui cherchent, à l'inverse, à rassembler? Comment les initiatives qui tentent de jeter

des ponts entre des communautés déchirées aboutissent-elles?

La Britannique Joanna Cynthia Berry n'a pas choisi de mener son combat « contre » l'assassin de son père, mais « avec » lui. De sa main tendue à l'ancien combattant de l'IRA qui avait posé la bombe sont nées non seulement une amitié, mais surtout une envie commune de s'engager en faveur de la réconciliation et de la paix. En Bosnie, les ennemi-e-x-s d'hier trouvent elleux aussi un terrain d'entente. Les maires de deux communes de part et d'autre de la ligne de démarcation entre la République serbe de Bosnie et

la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine ont tenté de développer un projet touristique commun.

Pourtant, le spectre de la division n'est jamais très loin. Soit parce que certaines blessures sont trop profondes pour être guéries par un simple gage de bonne volonté, ou parce que des conflits, comme l'agression de l'Ukraine par la Russie ou l'escalade du conflit au Proche-Orient, viennent balayer les efforts patiemment mis en place.

Il est bien plus facile d'appeler à l'unité contre un ennemi commun que de rechercher les éléments sur lesquels bâtir le vivre-ensemble. N'en déplaise aux trumpistes, miléistes ou melonistes convaincu-e-x-s, qu'iels gardent en tête que leur champion-ne a choisi la solution de facilité. C'est au contraire parmi les personnes qui aspirent à réunir ceux que tout oppose que se trouvent les plus courageuses.

Jean-Marie Banderet, rédacteur en chef

OUVERTURES

Good News	4
En bref	6
En image	8
Opinion	9
S'opposer au silence	

POINT FORT

(Ré)apprendre à vivre ensemble

Équilibre fragile 10

Laisser la haine derrière soi 12

La Britannique Jo Berry promeut la réconciliation en compagnie de l'assassin de son père et ancien membre de l'IRA.

Héritage paradoxal 14

En Ukraine, le débat autour des monuments soviétiques fait rage. Doit-on abandonner à la Russie cette partie de l'histoire?

Ensemble pour Majevica 16

Des Bosniaques et des Serbes de Bosnie s'allient contre un projet d'extraction de lithium. Mais les tensions sont encore vives.

Explorer les pages sombres de l'histoire 18

Les Commissions vérité et réconciliation ont souvent déçu, mais sont rarement inutiles. Exemple du Canada sur la question des autochtones.

Du chemin à parcourir 20

En Allemagne, Autriche et Suisse aussi, certains traumatismes sont encore vifs dans les mémoires. Et la réconciliation encore lointaine.

Accepter les désaccords 22

Palestinien-ne-x-s et Israélien-ne-x-s semblent irréconciliables. Un village mixte prouve le contraire, malgré une polarisation grandissante

ÉCLAIRAGES

PortrAit	26
Éclairer une part d'ombre	
Multinationales responsables	27
Jouer selon les règles	
Suisse	28
Une plume au service des autres	
Interview culturelle	30
Faire chanter pour régner	

ÉCHOS

Illustration	31
Par Cyrielle Formaz	
Chroniques	32
Mieux comprendre la Russie	
Combats croisés	
Chroniques	33
Des lingots de suie	
Évolution des luttes	
Espace fiction	34
Les mèches de cheveux (Épisode 6)	

AGIR

Marathon des lettres 2024	37
Vous pouvez changer leur vie	
Initiative pour des multinationales responsables	39
Combien de signatures pouvez-vous récolter?	

LE MÊME GENRE DANS TOUTE L'EUROPE

La justice européenne a réaffirmé en octobre que les gouvernements des États membres doivent reconnaître les changements d'identité de genre et de nom d'une personne, même s'ils ont été effectués dans d'autres pays de l'**Union européenne** (UE). La Cour de justice de l'UE a pris cette décision après qu'un ressortissant binational (Britannique / Roumain) trans a porté plainte devant un tribunal de Bucarest contre la décision de l'office de la population local. L'autorité avait refusé sa demande d'identité de genre en 2021, alors qu'il l'avait fait modifier de façon officielle. Toute personne ayant fait changer légalement sa mention de genre dans l'un des 27 États de l'UE pourra donc à l'avenir également la faire reconnaître dans tous les autres États membres.



ACQUITTÉ À L'ÂGE DE 88 ANS

Iwao Hakamada a passé quarante-cinq ans dans le couloir de la mort pour le meurtre de son employeur et de sa famille. Chaque jour, il s'attendait à être exécuté. Le 26 septembre 2024, le Tribunal de district de Shizuoka au **Japon** a rendu un jugement attendu depuis longtemps. Les juré-e-x-s ont finalement acquitté cet homme âgé de 88 ans. En 1966, alors jeune homme, il avait « avoué » son crime au terme de vingt jours d'interrogatoire. Pendant le procès, Hakamada s'était rétracté et avait déclaré que la police l'avait menacé et battu. Ce n'est qu'en 2014 que le Tribunal de district a accepté d'ouvrir un nouveau procès et a libéré l'homme, désormais âgé, sur la base de preuves ADN qui remettaient en question sa condamnation. Le procès n'avait toutefois pas été révisé. Puis en 2023, le tribunal a finalement statué en sa faveur, ouvrant ainsi la voie à la procédure qui a conduit à son acquittement.



© Portraits illustrés : André Gotschalik

LA GAMBIE CONTINUE D'INTERDIRE LES MUTILATIONS GÉNITALES

Après des mois de débats houleux et de pressions internationales, le Parlement gambien a voté en juillet le maintien de l'interdiction des mutilations génitales féminines, édictée en 2015. Il a ainsi rejeté un projet de loi controversé qui visait à abroger l'interdiction. À l'origine de cette demande, un imam qui s'était insurgé contre les amendes infligées aux exciseuses. D'autres leaders religieux et député-e-x-s avaient fait valoir les caractères traditionnel et religieux de l'excision. Lors d'un premier vote en mars, le projet de loi visant à dépénaliser la pratique avait été adopté, suscitant l'inquiétude des groupes de défense des droits humains et des militant-e-x-s des droits des femmes, qui craignaient que la **Gambie** ne devienne le premier pays à revenir sur l'interdiction de cette pratique. Grâce à un travail de plaidoyer intensif des activistes, des personnes concernées et des médecins, la Gambie s'est prononcée contre ce retour à des pratiques délétères pour la santé des femmes et des jeunes filles.

DROITS DES PERSONNES TRANS RENFORCÉS

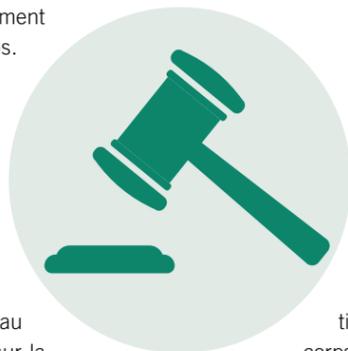
Rukshana Kapali, 27 ans, a poursuivi le **Gouvernement népalais** en justice à plus de 50 reprises, jusqu'à ce que le principal tribunal du pays décide qu'une femme trans ne devait plus subir d'examen médical pour changer la mention officielle de son genre.

Selon elle, il n'est pas conforme à la Constitution de ne pas laisser les personnes décider librement de cette question. S'appuyant sur une décision de la Cour suprême de 2007, les autorités délivrent depuis plus d'une décennie certains documents indiquant le genre comme « autre » ou « troisième sexe ». Mais les personnes trans qui souhaitaient changer leur genre en « féminin » ou « masculin » continuaient généralement à être contraintes de subir une opération.



UN MÉDECIN PALESTINIEN À NOUVEAU LIBRE

Le 30 septembre 2024, le chirurgien palestinien Khaled Al Serr a pu quitter la **prison israélienne**, après plus de six mois passés en détention et sans inculpation, dont la moitié à l'isolement. Khaled Al Serr faisait partie des médecins qui étaient restés à l'hôpital Nasser de Gaza pour s'occuper des patient-e-x-s alors que l'hôpital était encerclé par l'armée israélienne. Selon l'Organisation mondiale de la santé, des centaines de membres du corps médical et infirmier ont été arrêtés par l'armée israélienne depuis novembre 2023. La détention de ce chirurgien était basée sur la loi controversée sur les « combattants illégaux ». « Pendant mon interrogatoire, j'ai appris qu'il y avait une campagne pour demander ma libération. Cela m'a donné du réconfort et de la force », a déclaré Khaled Al Serr, qui a été rapatrié dans la bande de Gaza après sa libération.



Devant la recrudescence des cyclones qui frappent **Tuvalu**, dans le Pacifique, l'Australie a décidé d'accueillir les habitant-e-x-s de l'archipel qui souhaitent s'installer sur son sol.



© Keystone/DPA/Ashley Cooper

SUCCÈS POUR LES AUTOCHTONES

La conférence des Nations unies sur la biodiversité, la COP16, qui s'est tenue à Cali, en **Colombie**, du 21 octobre au 1^{er} novembre, s'est certes achevée sans parvenir à un accord sur la manière de financer la protection de la nature. Mais des progrès importants ont cependant été réalisés. Ainsi, les droits des peuples indigènes ont été renforcés en ce sens que ces derniers seront désormais officiellement associés aux décisions des Nations unies en matière de protection des espèces. Les délégué-e-x-s ont en outre approuvé la création d'un fonds destiné à répartir une partie des recettes commerciales issues de l'utilisation des données génétiques des plantes et des animaux. Sous la supervision des Nations unies, les ressources du fonds seront réparties pour moitié entre les États dans lesquels les espèces sont présentes et pour l'autre moitié entre les peuples indigènes qui vivent.



L'AUSTRALIE SE SOLIDARISE AVEC TUVALU

Tuvalu, un État insulaire de l'océan Pacifique qui compte environ 11 000 habitant-e-x-s, pourrait être englouti par la mer dans quelques décennies en raison du changement climatique. L'année dernière, l'**Australie** a signé un accord avec l'archipel des mers du Sud. Celui-ci entre désormais en vigueur : à partir de maintenant, 280 personnes par an peuvent émigrer de Tuvalu vers l'Australie et s'y installer, travailler ou étudier de manière permanente grâce à un visa spécial. L'Australie s'est en outre engagée à apporter son soutien si l'archipel devait demander de l'aide face à une catastrophe naturelle, une pandémie ou une agression militaire. Un accord toutefois pas entièrement désintéressé : il fait partie des efforts coordonnés des États-Unis et de leurs alliés pour endiguer l'influence croissante de la Chine dans le Pacifique Sud, notamment dans le domaine de la sécurité.

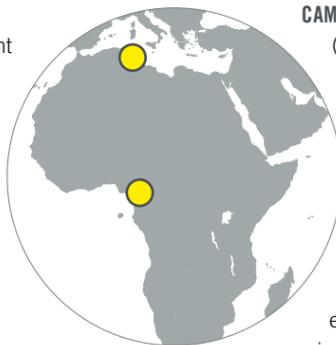
DU CAMP DE RÉFUGIÉ-E-X-S À L'UNIVERSITÉ

Maung Sawyeddollah et sa famille ont été contraints de fuir le **Myanmar** en 2017. Le jeune homme rêvait de devenir médecin. Mais les violences contre les Rohingyas ont contraint la communauté à fuir en masse vers le Bangladesh. Les projets d'avenir de Sawyeddollah se sont effondrés. Avec d'autres membres de sa communauté, il a exigé de l'entreprise Meta de faire amende honorable pour le rôle joué par les algorithmes de sa plateforme Facebook dans l'incitation à la haine contre les Rohingyas. Il lui demande également de financer des programmes éducatifs dans le camp de réfugié-e-x-s au Bangladesh. Avec d'autres ONG, Amnesty International s'était engagée à le protéger. Lors du Marathon des lettres cette année, des milliers de personnes avaient soutenu sa cause. Sawyeddollah n'a pas renoncé à ses rêves et a écrit à plusieurs universités américaines. En août 2024, il a obtenu un visa d'étudiant et a pu partir pour les États-Unis. Depuis, il étudie à l'université de New York.



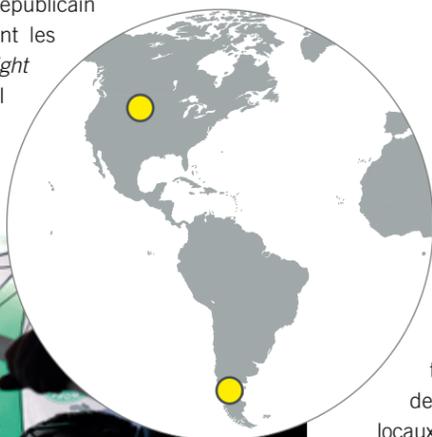
EN PRISON POUR DES POSTS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

TUNISIE – Début novembre, cinq influenceur-euse-x-s ont été condamné-e-x-s à des peines de prison allant d'un an et demi à quatre ans et demi. Des centaines de milliers de personnes suivaient leurs contenus, qui parlaient de leur vie privée ou de sujets de société. La justice tunisienne invoque des « atteintes aux bonnes mœurs, obscénités et mauvaise influence sur les jeunes » pour expliquer sa décision. Le président Kaïs Saïed est accusé depuis plusieurs mois de dérives autoritaires.



UN SECOND MANDAT POTENTIELLEMENT DÉVASTATEUR

ÉTATS-UNIS – Le 5 novembre, l'ex-président américain Donald Trump est parvenu à reconquérir la Maison-Blanche sur un score sans appel. Son premier mandat avait été marqué par de nombreuses violations des droits humains et une rhétorique suprémaciste blanche. Et son héritage est encore perceptible, notamment en ce qui concerne les restrictions de l'accès à l'avortement. Le prochain mandat du républicain pourrait bien s'avérer encore plus dévastateur, tant les contre-pouvoirs sont affaiblis et la stratégie de l'*alt-right* nord-américaine affinée. Au niveau international, il y a du souci à se faire quant aux conséquences de cette élection sur les situations à Gaza et en Ukraine, notamment.



Une vague de manifestations des fonctionnaires contre les mesures d'austérité mises en œuvre par le gouvernement de Javier Milei secoue l'Argentine depuis cet automne.

RAPPORT SUR LA TORTURE

CAMEROUN – L'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a soumis un rapport au Comité des Nations unies contre la torture (CAT) sur la situation au Cameroun, dans le cadre de la 81^e session du CAT qui se tenait les 13 et 14 novembre 2024. Le rapport note que depuis la crise anglophone de 2017, le recours à la torture s'est répandu aussi bien chez les forces de sécurité que chez les séparatistes armés. Aussi, depuis la montée en puissance de Boko Haram en 2014, le Cameroun est confronté à une violente crise sécuritaire qui s'est traduite par des violations massives des droits humains de la part des forces de sécurité gouvernementales et des groupes armés non étatiques. La torture serait dorénavant pratiquée et tolérée par l'État dans des circonstances dites « exceptionnelles » : celles de la lutte contre le terrorisme, dont la définition reste large. Des communautés entières peuvent être accusées de cacher ou de collaborer avec des groupes séparatistes.

MOBILISATIONS ESTUDIANTINES

ARGENTINE – Les étudiant-e-x-s ont occupé début octobre les universités du pays pour protester contre les coupes dans le financement des institutions par l'administration Milei. Des milliers de jeunes se sont mobilisé-e-x-s dans les locaux des facultés. À l'appel du Front syndical des universités, des chercheur-euse-x-s leur ont emboîté le pas et se sont mis-e-x-s en grève depuis le 10 octobre. Les établissements d'études supérieures subissent de plein fouet les coupes budgétaires imposées par le régime ultralibéral. Plus largement, la politique d'austérité drastique menée par le président Javier Milei depuis dix mois, si elle est parvenue à réduire l'inflation, a aussi entraîné une forte récession. Au premier semestre, plus de la moitié de la population était passée en dessous du seuil de pauvreté.

PREMIÈRE MINISTRE DÉSAVOUÉE PAR LA JUSTICE

ITALIE – À deux reprises en moins d'un mois, la justice italienne a désavoué la politique migratoire de la première ministre, Giorgia Meloni. Mi-octobre, un tribunal romain a invalidé l'externalisation de la rétention de demandeur-euse-x-s d'asile en Albanie. Le Gouvernement italien avait signé un accord avec Tirana et voulait le présenter comme un modèle pour l'Europe. Puis, le 4 novembre, un tribunal sicilien a statué que le Gouvernement italien ne pouvait inclure l'Égypte dans la liste des pays « sûrs ». Le Gouvernement Meloni désirait ainsi pouvoir y renvoyer des personnes migrantes dans le cadre d'une procédure accélérée.



L'accord entre Rome et Tirana prévoyait que les migrant-e-x-s recueilli-e-x-s dans les eaux internationales pourraient être transféré-e-x-s en Albanie, comme ici dans le centre d'accueil du port de Shengjin, au nord-ouest du pays.

L'ÉTAT DE DROIT EN QUESTION

FRANCE – « L'État de droit, ça n'est pas intangible, ni sacré. » Ces propos tenus le 29 septembre par le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, notamment chargé de la police, ont suscité la polémique. La gauche a immédiatement réagi, suivie par des figures centristes du camp présidentiel. La présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Privet, a ainsi rappelé que l'État de droit « protège nos démocraties » et s'est dite « inquiète ». Le ministre a été accusé de tendre vers l'extrême droite.

DES RISQUES SOUS-ÉVALUÉS

SUISSE – Le 12 novembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné une nouvelle fois la Suisse pour sa pratique en matière d'asile envers les personnes LGBTQIA+. La Cour est arrivée à la conclusion que le renvoi prévu d'un requérant d'asile homosexuel en Iran violerait le principe de non-refoulement. La Suisse n'aurait pas suffisamment clarifié les risques encourus par la personne concernée en cas de retour en Iran. Selon le jugement, les réfugiés LGBTQIA+ ne peuvent pas être renvoyés dans un pays où ils doivent vivre dans la peur permanente.

REGARD DÉCALÉ PLAGIAT D'ÉTAT



Javier Milei a-t-il perdu tout sens de la réalité ? Ou était-il simplement en panne d'inspiration ? En tout cas, la presse argentine a découvert que plusieurs passages de son premier discours devant l'ONU à New York, en septembre dernier, étaient directement pompés d'une série télévisée américaine. Le président argentin aurait ainsi repris presque mot pour mot le texte prononcé par le président des États-Unis – rien de moins –, incarné à l'écran par Martin Sheen dans *The West Wing*. Selon le quotidien *La Nación*, l'un des plus proches collaborateurs de Milei est un fan inconditionnel de la série diffusée entre 1996 et 2006... et donc l'auteur du plagiat ? La supercherie démasquée pourrait prêter à sourire. Mais compte tenu du cadre dans lequel elle a eu lieu – le siège des Nations unies –, elle sonne comme un pied de nez du président argentin aux institutions internationales. JMB

(RE)PRENONS CONTACT

Un article vous a fait réagir ? Vous souhaitez proposer un sujet pour notre prochain numéro ? Ou faire paraître une lettre de lecteur-riche-x ? La rédaction du magazine AMNESTY se fera un plaisir de vous lire et de vous répondre.

La rédaction

Écrivez-nous à redaction@amnesty.ch ou par courrier à Amnesty International Suisse, Rédaction AMNESTY, case postale, 3001 Berne.



S'OPPOSER AU SILENCE

Veronika Velch est experte en communication et dirige la section d'Amnesty en Ukraine depuis avril 2024.



Si j'ai pris la direction de la section ukrainienne d'Amnesty International en avril dernier, ce n'est pas tant pour faire avancer ma carrière. J'ai accepté ce poste –alors que mon pays traverse une des phases les plus critiques de son histoire–, car c'est pour moi une façon de concrétiser mon engagement profond pour les droits humains.

Je considère que la mission de notre section est avant tout de faire entendre la voix de l'Ukraine sur la scène mondiale. Après avoir dû travailler à distance pendant des années à cause de la guerre, nous avons repris nos activités sur le terrain. Dans ce pays qui subit des bombardements quotidiens, les enfants étudient dans des caves, des hommes et de nombreuses femmes montent au front pour se battre. Mon mari est souvent injoignable pendant plusieurs jours lorsqu'il part en mission. Pour mon jeune fils, il existe principalement sur l'écran du téléphone.

Chaque jour, nous perdons des ami-e-x-s et des connaissances. Même des personnes que nous ne connaissons pas, mais qui nous sont chères –des camarades de nos proches qui ont pris les armes, ou simplement des concitoyen-ne-x-s qui vivent dans nos villes, autrefois paisibles. C'est terrible.

Mais notre sort est loin d'être le pire. Enlèvements d'enfants, tortures, exécutions : nous savons ce qui se passe dans les territoires occupés par la Russie. Nous qui échappons à l'occupation, sommes au moins libres. Nous ne sommes pas battu-e-x-s, violé-e-x-s ou abattu-e-x-s. Nous ne mourons pas de faim. Contrairement aux centaines de milliers de personnes qui vivent sous l'occupation. Contrairement aux dizaines de milliers de civil-e-x-s ou de prisonnier-ère-x-s de guerre détenu-e-x-s dans les prisons russes. C'est pourquoi notre travail se concentre aujourd'hui sur les droits de personnes détenues parce qu'elles nous ont défendu avec abnégation. Aujourd'hui, elles ont besoin de notre aide en retour.

C'est pour cette raison que nous parlons avec les familles de prisonnier-ère-x-s de guerre et d'ancien-ne-x-s détenu-e-x-s. Leurs témoignages –des exécutions filmées aux viols de soldat-e-x-s sous les yeux de leurs camarades– sont glaçants. Nous avons rencontré une femme qui se bat contre le cancer alors que son mari est en captivité. Nous avons rencontré une mère qui élève seule les enfants de sa fille alors que cette dernière est détenue à l'isolement. Nous avons rencontré les parents de deux soldats, dont l'un est supposé mort et l'autre en captivité. Les parents espèrent que les deux rentreront chez eux.

Un grand nombre de prisonnier-ère-x-s de guerre n'ont toujours pas été confirmé-e-x-s. Selon les détenu-e-x-s échangé-e-x-s et les vidéos de propagande, ces personnes se trouvent en Russie, mais rien n'est officiel. Vont-elles un jour rentrer chez elles?

Tant de questions sans réponses. Beaucoup ne sont plus posées parce que notre guerre tombe dans l'oubli. Nos enfants tué-e-x-s dans leur sommeil par des missiles et nos villes sans lumière ni chaleur ne font plus la une des journaux.

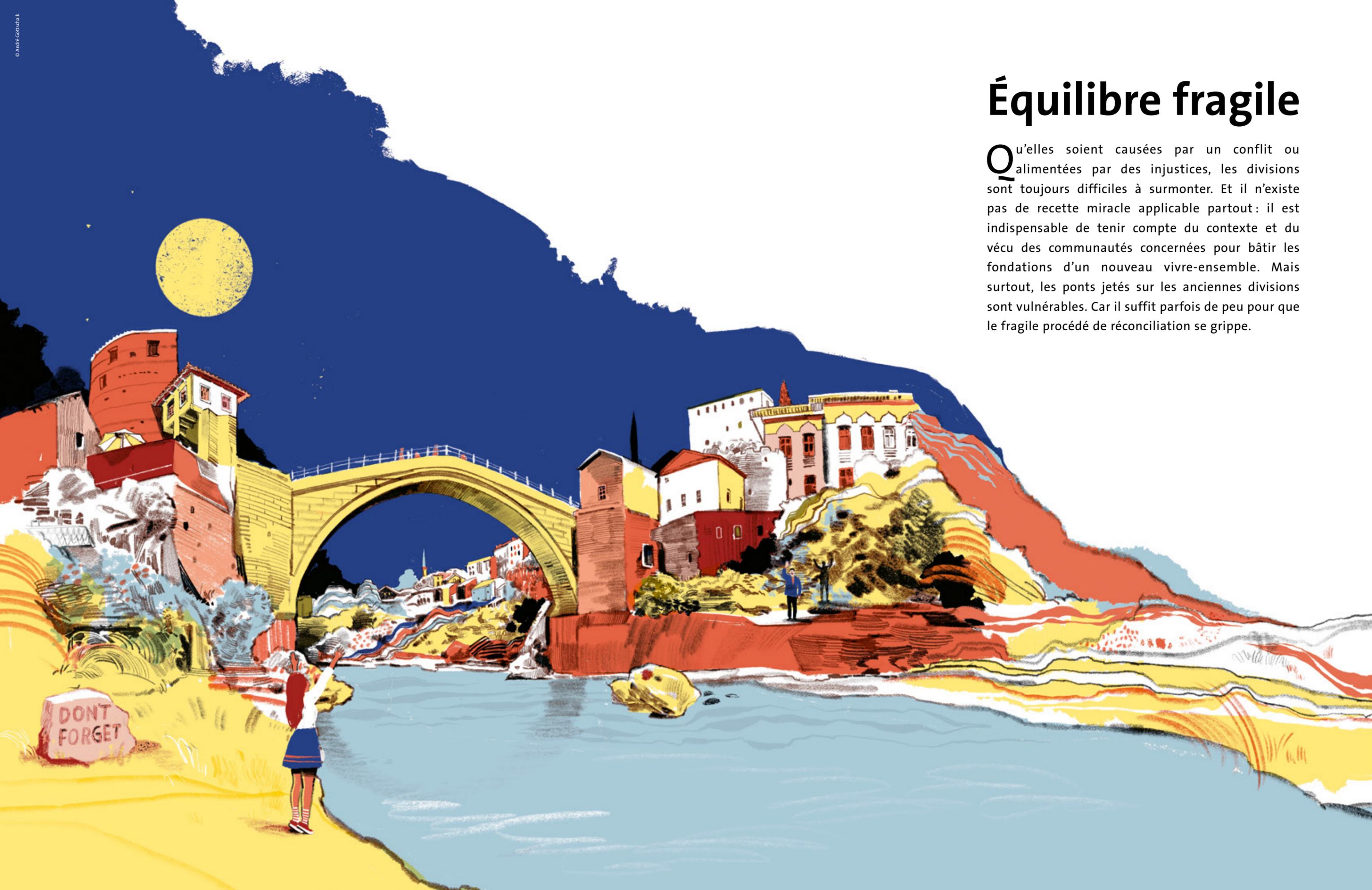
Dans une situation où notre voisin fait fi de toute règle de conduite de la guerre, de toute obligation de rendre des comptes pour les crimes de guerre et de respect des conventions de Genève, la visibilité de ses actions est peut-être la seule chose que nous puissions exiger. Nous devons empêcher que tout cela se passe dans l'obscurité et le silence. Comme l'a écrit Elie Wiesel, « le silence encourage le bourreau, jamais le tourmenté ». Ensemble, élevons la voix et faisons en sorte que la vérité soit entendue et ne soit pas oubliée.

Aidez-nous à parler à voix haute de notre situation, même si vous en avez assez. Nous aussi, nous sommes fatigué-e-x-s après une nouvelle nuit sous le feu. Mais nous ne pouvons pas nous arrêter de parler. Car pour nous, les droits humains ne sont plus seulement un choix de carrière, mais un choix entre la vie et la mort. |

En Chine, la répression de l'opposition a atteint un seuil quasiment industriel. Le 19 novembre dernier, la justice hongkongaise a infligé des peines allant jusqu'à dix ans de prison à 45 militant-e-x-s prodémocratie, pour leur participation à une primaire en vue des législatives à **Hong Kong** en 2020, peu après l'instauration d'une sévère loi sur la sécurité nationale par Pékin. Il n'aura pas fallu plus de six minutes d'audience à la cour de West Kowloon pour prononcer ces condamnations de masse à l'encontre d'ex-leaders, d'activistes et de simples citoyen-ne-x-s. Le magistrat s'est contenté de les désigner par leur numéro de dossier, sans prendre la peine de prononcer leurs noms.

Équilibre fragile

Qu'elles soient causées par un conflit ou alimentées par des injustices, les divisions sont toujours difficiles à surmonter. Et il n'existe pas de recette miracle applicable partout : il est indispensable de tenir compte du contexte et du vécu des communautés concernées pour bâtir les fondations d'un nouveau vivre-ensemble. Mais surtout, les ponts jetés sur les anciennes divisions sont vulnérables. Car il suffit parfois de peu pour que le fragile procédé de réconciliation se grippe.



Laisser la haine derrière soi

La Britannique Jo Berry a perdu son père dans un attentat de l'IRA. Aujourd'hui, elle est devenue amie avec l'assassin de son père. Ensemble, ils s'engagent pour la paix et la réconciliation. Par Nina Apin

Lorsque Jo Berry s'assoit en face de l'assassin de son père en cet après-midi de novembre 2000, une assiette de biscuits les sépare. Une assiette de biscuits et près de trois décennies de conflit sanglant. L'accord du Vendredi saint, par lequel le Royaume-Uni, l'Irlande et différentes forces politiques nord-irlandaises ont mis fin à la guerre civile en Irlande du Nord, n'était alors vieux que de 2 ans. «J'étais assise dans un coin du canapé, lui dans l'autre. Nous étions tous les deux terriblement nerveux, et nous nous cachions derrière des formules de politesse», se souvient-elle. Une amie avait mis à disposition son appartement et le canapé en question pour cette rencontre inhabituelle à Dublin.

À l'origine, la rencontre était pensée comme une discussion privée entre la fille du député conservateur britannique Sir Anthony Berry, tué le 12 octobre 1984 par une bombe de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) lors d'une conférence de son parti dans le Grand Hôtel de Brighton, dans le sud de l'Angleterre, et le cadre de l'IRA Patrick Magee, qui avait

placé l'explosif. Celui-ci avait manqué sa cible, la première ministre britannique de l'époque, Margaret Thatcher, mais avait tué Anthony Berry et quatre autres personnes. Seize ans après le *Brighton Bombing* et un an après la libération anticipée de Patrick Magee dans le cadre de l'accord de paix, Joanna Cynthia Berry se retrouvait donc assise en face d'un barbu à lunettes qu'elle ne connaissait jusqu'alors que par les journaux.

Donner un visage à l'ennemi | «J'avais peur de cette rencontre, mais j'en avais besoin», témoigne Jo Berry, connectée par vidéo depuis son appartement en Angleterre. Une queue de cheval serrée souligne la forme de son visage, elle parle d'une voix douce et avec un accent britannique marqué. «Je voulais pouvoir mettre un visage sur l'ennemi. Je voulais au moins essayer de le voir comme un être humain et comprendre ses motivations. Je n'en ai pas parlé à ma famille; c'était ma façon personnelle de gérer le traumatisme que j'avais vécu.»

◀ Jo Berry et Patrick Magee, l'ancien combattant de l'IRA responsable de la mort du père de la Britannique, travaillent aujourd'hui ensemble pour promouvoir la paix.

Jo Berry avait 28 ans lorsque l'attentat l'avait rendue orpheline de son père. Elle a décidé de se reconstruire grâce à cette expérience douloureuse, se découvrant des liens au mouvement pacifiste, s'identifiant aux principes de non-violence du Mahatma Gandhi, et ne voulait pas se laisser imposer une guerre voulue par d'autres. Au cours des années qui ont suivi, Jo Berry s'est rendue à plusieurs reprises à Belfast pour parler avec des personnes des deux bords: des unionistes, de confession protestante, et des républicain·e·x·s, catholiques. Elle a rencontré des survivant·e·x·s et des partisan·e·x·s de l'IRA. Mais c'est la rencontre avec Patrick Magee qui demeure pour elle la plus mémorable. Devant la franchise et l'empathie de Jo Berry, il est tellement touché qu'il interrompra ses explications sur la lutte armée des Irlandais·e·x·s du Nord opprimé·e·x·s pour s'essuyer les yeux et dire: «Je ne sais plus qui je suis. Je veux entendre ta douleur, ta colère. Je veux aider.»

Des représentations communes | La conversation durera trois heures. Depuis, Jo Berry et Patrick Magee se sont vus plus de trois cents fois et sont même devenus ami·e·s. «Je l'apprécie beaucoup», explique Patrick Magee à propos de la Britannique. «Il est important pour moi», dit-elle de lui. Ces dernières années, ils ont raconté l'histoire de leur réconciliation et le chemin parcouru pour y parvenir à de nombreuses occasions – dans des salles de conférence et des écoles. De Belfast à Tel-Aviv, de Londres à Kigali, ils se présentent comme ambassadeur·rice·s de la paix et de la réconciliation. Lorsqu'en 2009, Jo Berry lance *Building Bridges for Peace* (Construire des ponts pour la paix), sa propre initiative de paix, Patrick Magee sera son premier invité.

«Jo m'a aidé à retrouver mon humanité», déclarait Patrick Magee dans un enregistrement vidéo. Bien qu'il ne puisse pas revenir sur ses actes, il a réussi, avec son aide, à «raccrocher son chapeau politique» et à comprendre que le député Anthony Berry était peut-être un homme avec lequel il aurait pris une tasse de thé dans d'autres circonstances. «Mon travail avec Pat m'a montré le pouvoir de l'empathie», affirme pour sa part Jo Berry. «Nous pouvons vaincre la tentation de recourir à la violence en commençant à considérer l'autre partie comme un être humain.»

Permettre ce changement de regard est la base de leur travail commun pour la paix. Berry et Magee facilitent les discussions entre les victimes de meurtres et leurs auteur·e·x·s. C'est pourquoi iels se rendent également dans des pays où la violence est quotidienne comme le Liban, le Rwanda ou la Palestine, pour y raconter leur histoire et tenter de créer un cadre de discussion respectueux dans lequel chacun·e·x·

peut faire entendre sa perspective. Leur credo: «Il n'y a pas de partis, d'adversaires ou d'ennemis, mais seulement des gens dont nous n'avons pas encore entendu les histoires.»

Construire des ponts | S'asseoir sur des chaises en cercle pour résoudre les problèmes au Proche-Orient, n'est-ce pas naïf au vu de l'escalade actuelle de la violence? Jo Berry fronce les sourcils. Bien sûr, ce genre de format de discussion ne remplacera ni la diplomatie ni une politique axée sur des principes humanitaires. Mais, souligne-t-elle, «au Proche-Orient aussi, à l'heure actuelle, il y a des gens qui s'engagent pour la paix et la compréhension au-delà des frontières politiques, idéologiques et religieuses». Elle raconte sa rencontre avec des activistes du *Parents Circle – Families Forum*, une organisation de familles israéliennes et palestiniennes qui ont perdu des proches dans le conflit du Proche-Orient et qui appellent ensemble à la réconciliation.

Lors des pourparlers de paix organisés par *Building Bridges for Peace*, la sécurité personnelle des participant·e·x·s est primordiale. Parfois, la préparation d'une première rencontre peut durer jusqu'à un an – des entretiens préliminaires permettent de clarifier les objectifs et les attentes des participant·e·x·s. Ce n'est que lorsque toutes les garanties de leur intérêt dans un véritable échange sont assurées et que la présence de sentiments de vengeance et de haine est exclue, qu'une rencontre est organisée. Avec un objectif, formulé ainsi par Jo Berry: «En tant qu'êtres humains, nous avons la capacité, si ce n'est de comprendre la douleur de l'autre avec notre tête, du moins de l'entendre avec notre cœur et de lui donner de l'espace.»

La militante pacifiste a passé le 40^e anniversaire de l'attentat de Brighton avec sa famille. Auparavant, elle s'était produite avec Patrick Magee lors d'un événement du *Forgiveness Project*, une initiative à but non lucratif consacrée au pardon. Pour elle, le pardon n'est pas un concept suffisant, car il ne permet pas de sortir du schéma ami/ennemi. Mais le *Forgiveness Project* agit pour renouer le dialogue pacifique – qui n'a jamais été aussi nécessaire dans la Grande-Bretagne post-Brexit, avec la question de la frontière nord-irlandaise qui refait surface. De plus, cet événement l'a ramenée aux origines de son engagement pour la paix. Le 14 octobre 1984, deux jours après la mort de son père, Jo Berry s'était assise sur les marches de pierre de l'église St James à Londres et s'était promis de laisser la haine derrière elle. Elle y est parvenue. «Je suis en paix avec moi-même. J'aime les gens et je vois l'humanité en chacun d'entre eux», dit-elle joyeusement. En 2021, Patrick Magee a publié *Where grieving begins* («Où commence le deuil»), ses mémoires. La préface est signée Jo Berry. |



Héritage paradoxal

Le démantèlement des monuments soviétiques dans l'espace public s'intensifie en Ukraine, surtout depuis 2022. Mais des voix ukrainiennes s'élèvent pour préserver cette partie de leur histoire.

Par Antonio Prokscha

Deux mois après le début de l'invasion russe, une tête coupée gît sur une colline de la capitale ukrainienne. Elle faisait partie d'une statue de bronze de 8 mètres de haut représentant deux ouvriers, un Ukrainien et un Russe, brandissant une médaille de l'amitié soviétique. La statue se trouvait sous l'imposante « Arche de l'amitié entre les peuples », inaugurée en 1982 pour le 60^e anniversaire de l'Union soviétique.

À côté de la statue décapitée, le maire de Kyiv, Vitali Klitschko, déclare aux micros des journalistes : « On ne tue pas son frère. On ne viole pas sa sœur. On ne détruit pas le pays de son ami. C'est pourquoi nous avons démonté aujourd'hui ce monument qui avait été érigé autrefois en

signe d'amitié entre l'Ukraine et la Russie. » L'arc en titane restera en place, mais sera rebaptisé « Arche de la liberté du peuple ukrainien », précise l' élu. Lorsqu'une grue soulève la statue de son ancrage et l'abaisse sur le sol, la foule scande « *Slavyi Ukraini* » (« Gloire à l'Ukraine »).

Ce geste hautement symbolique s'inscrit dans une évolution que l'on observe depuis quelques années en Ukraine : l'héritage soviétique est démantelé pour faire place à une nouvelle identité nationale. Ce qui glorifiait autrefois l'unité soviétique symbolise aujourd'hui la lutte de l'Ukraine pour se détacher de la domination russe historique. L'Ukraine ne se bat pas seulement pour sa souveraineté territoriale, mais aussi pour l'interprétation de son histoire.

◀ Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le monument soviétique qui célébrait l'amitié entre les deux peuples a été transformé, symbolisant désormais la nouvelle identité ukrainienne.

Des monuments politisés | Déjà en 2014, la destruction de la statue de Lénine sur la place centrale de Kyiv avait été un moment clé des manifestations de Maïdan. Puis, après l'annexion de la Crimée par la Russie, le Parlement ukrainien avait adopté des lois de rupture avec l'héritage communiste afin de pouvoir changer les noms des rues et retirer les monuments soviétiques. L'invasion russe de 2022 a conféré une nouvelle urgence à ce projet.

« Le passé soviétique a toujours été un sujet émotionnel et sensible pour les gens en Ukraine », explique la conservatrice et historienne ukrainienne Yevheniia Moliar. « Après l'effondrement de l'Union soviétique, la symbolique propagandiste des bâtiments soviétiques a commencé à s'estomper. Avec le temps, l'Arche de la liberté n'était qu'un monument de plus et l'un de nos endroits préférés où nous nous retrouvions avec des amis, où nous nous promenions. »

Mais la guerre a de nouveau politisé ces monuments. « La propagande russe leur a redonné leur potentiel politique », déclare l'historienne. Ainsi, à l'inverse de l'Ukraine, le Gouvernement russe restaure des statues et des symboles de l'époque soviétique dans les territoires occupés. Les soldats russes détruisent les monuments commémoratifs qui rappellent les crimes soviétiques, comme le monument de l'Holodomor à Marioupol, dédié aux millions d'Ukrainien-ne-x-s qui ont perdu la vie lors de la famine orchestrée par Staline.

Morceau d'identité | Yevheniia Moliar a travaillé dans une commission qui a catalogué les monuments soviétiques pour le compte du Ministère ukrainien de la culture. Elle avait recommandé de préserver les monuments au titre de l'héritage culturel de l'Ukraine. Mais ces propositions se sont heurtées à une forte résistance, raconte l'historienne : « Une bonne partie de nos recommandations ont simplement été ignorées. Les seules voix qui se font entendre sont, hélas, celles qui demandent la démolition et la destruction. »

En Ukraine, l'héritage soviétique est souvent confondu avec un héritage russe. « Pourtant, soviétique n'est pas synonyme de russe », argumente Yevheniia Moliar. La propagande du Kremlin prétend que ces monuments représentent la vision russe de l'histoire de l'Ukraine. Mais beaucoup d'entre eux ont été créés par des artistes ukrainiens. « Réduire cet héritage culturel à la culture russe, c'est tomber dans le piège de la propagande, explique-t-elle encore. Effacer ces symboles équivaut à perdre une partie de notre identité culturelle. »

Le défi, dès lors, est d'intégrer ce patrimoine comme étant ukrainien, tout en reconnaissant la propagande et la manipulation qui l'accompagnent, affirme Yevheniia

Moliar. « Mais depuis l'invasion russe de l'Ukraine, beaucoup ne veulent plus faire cette distinction. Il est difficile de parler de la préservation de ces monuments lorsqu'ils sont si étroitement associés à l'agresseur. »

La destruction de ces symboles devient un acte de résistance contre les ambitions impérialistes du Kremlin. « Démolir des statues soviétiques, ce n'est pas seulement éliminer un morceau d'histoire. C'est une victoire symbolique. Ces destructions ont un caractère presque magique, elles montrent qu'on peut ainsi faire tomber son ennemi. » Une fois enclenché, où le processus de « décommunisation » doit-il s'arrêter ? « Il est facile de commencer, mais presque impossible de terminer », commente Yevheniia Moliar.

La période soviétique fait partie intégrante de l'histoire et de l'identité ukrainiennes. On en retrouve les traces non seulement dans les monuments et l'architecture, mais aussi dans l'urbanisme, les paysages ou même dans des objets personnels comme les articles ménagers et les albums photos des familles. Malgré les efforts pour rompre avec le passé, ces vestiges continuent de marquer le pays.

Une approche différenciée | Ces dernières années, certain-e-x-s artistes ukrainien-ne-x-s contemporain-e-x-s ont commencé à réinterpréter les monuments soviétiques. Ainsi, en 2018, l'artiste Volodymyr Kuznetsov avait placardé l'image d'une fissure sur l'arche de Kyiv et l'avait baptisée la « Fissure de l'amitié ».

Les musées ont également un rôle à jouer pour faire éclater au grand jour les mécanismes de la propagande et permettre une approche différenciée du passé soviétique. « Il y a quelques années, le défi consistait surtout à trouver des moyens de préserver culturellement les monuments soviétiques. Mais avec la guerre, tout a changé », explique Yevheniia Moliar.

« Il est crucial que les Ukrainiens comprennent les mécanismes de la propagande qui ont influencé leur perception de l'histoire », conclut l'historienne. « Car ce n'est qu'en apprenant à regarder le passé comme un tissu complexe – plutôt que de le figer dans un récit binaire – que les monuments soviétiques ne seront plus perçus comme une menace, mais au contraire comme une occasion de réfléchir sur son propre passé. »

Pendant ce temps, le débat sur l'Arche de la liberté se poursuit. Le démantèlement complet de la structure, qui avait été envisagé ces dernières années, a finalement été abandonné en avril dernier. Selon le Ministère de la culture de la municipalité de Kyiv, la signification de l'arc a été « repensée » et la place doit être réaménagée. |



Ensemble pour Majejica

En Bosnie-et-Herzégovine, un projet d'extraction de lithium fait du bruit. Il aura eu le mérite d'unir quelques Bosniaques et Serbes contre sa réalisation, dans un territoire où les tensions entre communautés sont encore vives. Par Sead Husic

Adi roule sur les routes sinueuses de la Majejica. Ce massif montagneux traverse la frontière administrative qui sépare les deux entités constituant le pays, la Fédération de Bosnie-et-Herzégovine d'un côté, majoritairement bosniaque, et la République serbe de Bosnie (RS) de l'autre. Il s'arrête au sommet d'une colline pour observer le paysage idyllique qui s'étend face à lui : « Tout cela doit être détruit pour que l'on puisse rouler avec des voitures électriques. »

Lutte commune contre l'extractivisme | Adi est Bosniaque. À 32 ans, il ne se souvient des guerres de Yougoslavie qu'au travers de ce que ses parents lui ont raconté. Non loin de chez lui, la RS est gouvernée depuis dix-huit ans par le président Milorad Dodik, nationaliste serbe

La ruée vers le lithium

Le lithium est une matière première importante pour le passage de la production d'énergie fossile à la production d'énergie renouvelable. À l'automne 2022, la presse dévoile que l'entreprise suisse Arcore a découvert d'immenses gisements de lithium dans les montagnes du massif de la Majejica, dans le nord-est du pays, lors de forages d'essai secrets. En novembre 2023, Arcore annonce avoir conclu un partenariat stratégique avec l'entreprise germano-canadienne Rock Tech Lithium. Rock Tech construit actuellement une usine de conversion à Guben, dans le Brandebourg, qui produira de l'hydroxyde de lithium à partir de carbonate de lithium afin de fabriquer 150 000 batteries par an pour l'industrie automobile allemande.

radical. Ce dernier affirme publiquement qu'il est impossible pour les Bosniaques et les Serbes de vivre ensemble. Mais dans les faits, les élus locaux ont tendance à lui prouver le contraire. Aujourd'hui, huit communes de part et d'autre de la ligne de démarcation entre les deux entités ont signé conjointement un mémorandum pour lutter contre le projet de l'entreprise suisse Arcore de faire de la Majejica une zone d'extraction de lithium. Plusieurs d'entre elles collaboraient déjà pour développer le tourisme dans la région, à l'image du projet *Via Majejica*, qui comprend des itinéraires de randonnée, des pistes cyclables et un programme de visites culturelles pour découvrir les mosquées et églises dans les montagnes. Mais tout cela est mis en danger par la potentielle mine de lithium. La collaboration transfrontalière est donc appelée à s'intensifier pour lutter contre la multinationale, et contre le président Dodik, qui veut faciliter la venue de la société helvétique.

« Ce pays ne peut avancer que s'il est uni, au-delà des origines religieuses ou culturelles », affirme Admir Hrustanović, président de la commune bosniaque de Čelić, à l'origine du projet *Via Majejica*. Il a pourtant connu la guerre enfant et a dû fuir vers les États-Unis avec sa famille. Mais il est conscient des enjeux pour le futur proche de la région : « Avec l'extraction du lithium, les gens craignent que des substances toxiques ne se répandent dans la rivière Šibošnica et que l'approvisionnement en eau de notre commune ne soit ainsi menacé. »

À 15 minutes en voiture de Čelić, du côté serbe, se situe la commune de Lopare. Son maire, Rado Savić, est membre du Parti démocratique serbe, fondé par le premier président de la région et criminel de guerre, Radovan Karadžić, condamné

◀ Andrijana Pekić et Adi Selman à l'entrée du village de Lopare devant une affiche contre le projet d'exploitation de lithium.

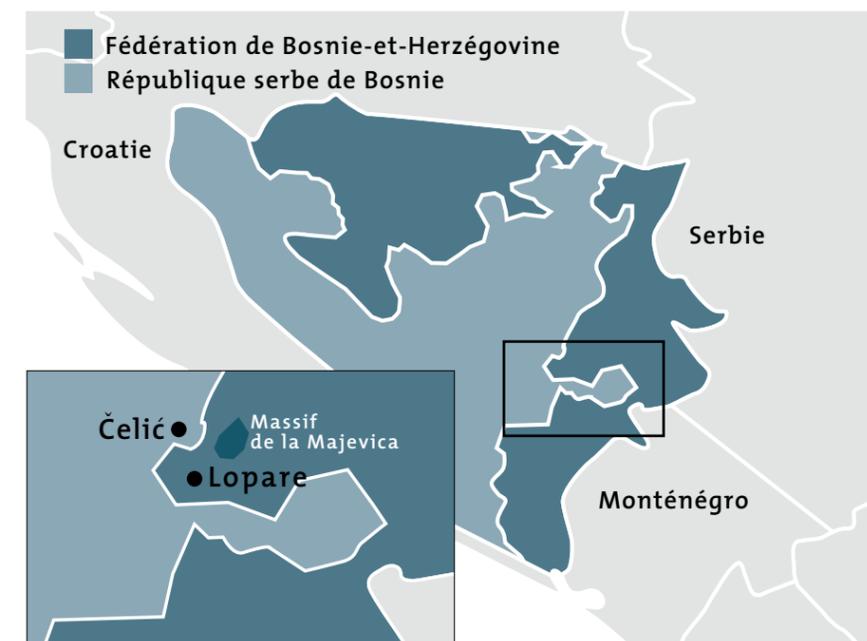
pour purification ethnique contre les Bosniaques. Pourtant, Rado Savić a participé à élaborer le projet de la *Via Majejica* avec son homologue bosniaque Hrustanović, qui a le même âge que lui, et pour qui il ne tarit pas d'éloges. Assis à son bureau, il témoigne : « Nous nous sommes tout de suite bien entendus. Nous avons la même idée de la manière dont nous devons développer notre région. La diversité culturelle est une richesse très intéressante pour le tourisme. » Et il est prêt à se battre aux côtés d'Admir Hrustanović contre Arcore. À la simple évocation du mot lithium, son regard s'assombrit : « Nous savons que nous ne pourrions stopper le projet d'exploitation qu'ensemble. »

Le spectre de l'ethno-nationalisme | Cette dernière affirmation, Adi pourrait très bien la reprendre à son compte. Lui aussi se bat contre l'extractivisme, aux côtés d'activistes serbes. À l'entrée de Lopare, il rejoint Andrijana Pekić. Elle lui montre une affiche qu'elle a fait apposer. On y lit : « Profit étranger, notre perte ? » Adi la félicite.

En ce moment, le sujet est virulent, car les élections municipales approchent. Andrijana a été très médiatisée ces derniers mois pour son engagement contre le projet d'Arcore. « L'extraction du lithium consomme beaucoup d'eau et provoque une immense pollution », explique-t-elle. Dès qu'elle a appris dans la presse la probable venue d'Arcore, elle a fondé l'association *Čuvari Majejice*, les « protecteurs de la Majejica ». Depuis, elle a reçu plusieurs appels téléphoniques menaçants qui l'accusaient de militer pour une politique anti-serbe.

En s'enfonçant dans Lopare pour se rendre au quartier général de l'association d'Andrijana, les deux camarades passent devant les affiches électorales. Ils s'arrêtent devant celle d'un certain Milanko Tošić, opposant au maire sortant Rado Savić. On peut y lire « La vie ! Pas de lithium ! » Adi raconte que Milanko Tošić l'a invité à l'un de ses événements. Le militant devait y parler de ses succès en Serbie voisine. La société minière anglo-australienne Rio Tinto devrait commencer à extraire du lithium à 40 km de la frontière bosnienne, un projet soutenu corps et âme par Belgrade. Adi y a gagné quelques combats. Mais sa venue au rassemblement de Milanko Tošić avait été annulée après des menaces de violences de la part de nationalistes serbes. Ils ne pouvaient pas tolérer qu'un Bosniaque prenne la parole dans un rassemblement serbe.

La lutte contre l'extractivisme dans la région va se poursuivre. Le processus de réconciliation entre les populations qui y cohabitent aussi. La victoire est incertaine. Mais des lueurs d'espoir sont apparues qui projettent leurs faisceaux sur ces deux combats parallèles. |



Une histoire de divisions

Les guerres de Yougoslavie ont éclaté en 1991 sur les cendres de la République socialiste de Yougoslavie. Elles ont affecté les six républiques du territoire et se sont terminées en 2001. En Bosnie-et-Herzégovine, le conflit dure jusqu'en 1995. Il oppose la République de Bosnie-Herzégovine, qui défendait la préservation de la Bosnie multiethnique et indivisible, aux entités autoproclamées serbe et croate de Bosnie, soutenues respectivement par la Serbie et la Croatie, qui cherchaient à diviser la Bosnie. La guerre a fait près de 100 000 morts, dont une moitié de civils, et deux millions de réfugiés. Le siège de Sarajevo mené par les Serbes de 1992 à 1996 est considéré comme le plus long de l'Europe moderne. Des camps de concentration pour les Bosniaques sont découverts en 1993 et choquent le monde. En 1995, une opération de l'OTAN contre les Serbes de Bosnie met un terme au conflit. Les Serbes continuent l'épuration ethnique dans les régions qu'ils occupent, sous la direction de Radovan Karadžić et du général Ratko Mladić. Des millions de non-Serbes sont expulsés, des dizaines de milliers de Bosniaques, de Croates et de Roms sont assassinés. Karadžić et Mladić ont été condamnés à la prison à vie pour leur rôle dans le génocide de Srebrenica en juillet 1995, au cours duquel plus de 8 000 Bosniaques ont été tués en quelques jours. Depuis les accords de Dayton, signés en décembre 1995, la Bosnie-et-Herzégovine est divisée en deux régions administratives qui ont leur propre gouvernement et leur propre armée. Karadžić et Mladić sont toujours considérés comme des héros par de nombreux Serbes.



© REUTERS/Ben Nelms

Explorer les pages sombres de l'histoire

Le Canada s'est doté d'une commission pour enquêter sur les crimes commis contre les autochtones aux XIX^e et XX^e siècles. Les attentes étaient élevées. Peut-être trop. Par Natalie Wenger

«**N**ous devons prier, à genoux. Ils nous disaient que nous étions des petits sauvages stupides qui devaient être éduqués», se souvient Elaine Durocher. «Lorsqu'elle m'a surprise en train de parler ma langue, la directrice de l'école a mis un gros morceau de savon dans ma bouche. Elle tenait sa main appuyée dessus pendant que je mâchais le savon. J'ai dû déglutir. Elle m'a dit qu'elle avait dû me laver la bouche parce que j'avais utilisé le langage sale du diable», ajoute Pierrette Benjamin.

Si ces témoignages ont été rendus publics, c'est grâce à la *Truth and Reconciliation Commission* (Commission vérité

et réconciliation, TRC), créée en 2008. Elaine et Pierrette font partie des plus de 150 000 autochtones qui ont été séparé·e·x·s de leurs parents entre 1850 et 1996 pour être placé·e·x·s dans des pensionnats appelés *Residential Schools*. Ces institutions étaient gérées par le Gouvernement canadien et l'Église catholique dans le but d'assimiler les élèves à la culture dominante. Les enfants devaient parler anglais, travailler et subissaient fréquemment des actes de maltraitance aussi bien physique que psychologique. Selon les données du Gouvernement canadien, 3201 élèves sont mort·e·x·s dans ces centres d'éducation.

◀ Malgré les conclusions de la **Commission vérité et réconciliation**, les survivant·e·x·s des *Residential Schools* se battent encore aujourd'hui pour faire reconnaître les traumatismes qu'ils ont vécus.

Pendant des décennies, le Gouvernement canadien et l'Église catholique ont gardé le secret sur ce qu'il s'est réellement passé dans les *Residential Schools*. En 1990, le chef indigène Phil Fontaine parle pour la première fois publiquement de son expérience à la *Fort Alexander Indian Residential School*. De nombreux·ses survivant·e·x·s lui emboîtent alors le pas. À tel point que les plaintes pour abus sexuels et physiques dans les *Residential Schools* s'accumulent, jusqu'à atteindre plus de 15 000 dénonciations en 2007. Le gouvernement est contraint d'agir. L'année suivante, le premier ministre Stephen Harper présente des excuses officielles pour une politique d'assimilation dont les répercussions négatives subsistent au sein des communautés indigènes. La même année, la TRC voit le jour.

Un bilan mitigé | Les espoirs placés dans la TRC étaient grands: la majorité de la population estimait qu'il fallait faire la lumière sur ce passé sombre. L'objectif de la commission n'était pas tant de dénoncer et de trouver un coupable, mais plutôt de créer un espace sûr où les plaintes pouvaient être exprimées et consignées. Plus de 6500 survivant·e·x·s y ont raconté leur histoire. Leurs témoignages ont été diffusés à la télévision dans tout le pays, suscitant un grand émoi parmi la population.

Mais le processus ne s'est pas déroulé sans accroc. Le gouvernement a censuré des documents qui auraient pu l'incriminer, l'Église a refusé de fournir certaines données, des dossiers ont été détruits. Des victimes ont refusé de témoigner à la TRC parce qu'elles n'avaient pas confiance dans le Gouvernement canadien. Plusieurs communautés autochtones ont critiqué le fait que la commission se concentre sur les *Residential Schools*, sans s'attarder sur un contexte colonial raciste, institutionnalisé et persistant.

Le rapport final de la TRC ne comprend pas seulement les histoires des survivant·e·x·s, mais aussi 94 propositions de mesures de réparation. Il demande également l'ouverture d'une enquête sur les meurtres et les disparitions de femmes et de filles indigènes. En 2015, le premier ministre Justin Trudeau promet de mettre en œuvre ces préconisations. Cependant, selon le média canadien CBC, seules 13 d'entre elles avaient été réalisées à la fin de l'année 2023. Selon Guy Freedman, un conseiller en affaires autochtones, c'est le symptôme de l'absence d'une politique sérieuse pour gérer la question: «Le gouvernement a recours à une politique symbolique qui attire l'attention, mais ne met guère en œuvre de réformes profondes. Les autochtones sont systématiquement désavantagés au Canada: plus de 60 communautés n'ont ainsi pas accès à l'eau potable. Tant que leurs conditions de vie ne s'améliorent pas, il est difficile d'envisager une guérison à long terme.»

Selon une étude du *Yellowhead Institute*, un centre de recherche et d'éducation dirigé par des peuples autochtones, à ce rythme, il faudrait attendre 2081 pour que toutes les recommandations soient mises en œuvre. «Le Canada doit reconnaître les enjeux systémiques qui nuisent aux autochtones. Sinon, la discussion sur la réconciliation ne pourra pas progresser», écrivent Eva Jewell et Ian Mosby dans leur rapport publié par l'institut.

Pas la panacée | À ce jour, plus de 50 Commissions de vérité et de réconciliation ont existé dans le monde. Nombre d'entre elles ont déçu. La première avait été mise en place en Ouganda. Elle devait enquêter sur les meurtres et les disparitions forcées perpétrés par le gouvernement, mais elle s'est terminée en 1974 sans revendications concrètes, et aucun rapport n'a jamais été rédigé. La plus connue, celle chargée d'enquêter sur les crimes commis pendant l'apartheid en Afrique du Sud, a également suscité des critiques. Les coupables ont été gracié·e·x·s après avoir exprimé publiquement leur repentir et les victimes n'ont pas reçu de dédommagement approprié. Néanmoins, la commission est parvenue à un résultat historiquement important: pour la première fois, la politique raciste incarnée par l'apartheid en Afrique du Sud a été publiquement attestée et reconnue comme crime contre les droits humains.

Ces commissions ne sont pas la panacée. Elles ont tout de même le mérite d'aider certaines sociétés à dépasser leurs traumatismes, en punissant des coupables, mais surtout en explorant leur histoire pour éviter qu'elle ne se répète.

Les commissions de vérité peuvent apporter des changements positifs. Cinq ans et demi après le rapport final de la TRC, le Parlement canadien a signé en juin 2021 la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Celle-ci reconnaît le droit à l'autodétermination et à la préservation des cultures indigènes et interdit leur discrimination et leur marginalisation. Deux ans auparavant, le gouvernement avait déjà promulgué l'*Indigenous Languages Act*, qui vise à promouvoir l'utilisation des langues autochtones. De même, l'examen de l'histoire des *Residential Schools* a conduit le pape à présenter des excuses en juillet 2022 pour le rôle joué par l'Église.

Ces développements ont incité des pays comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande à se pencher sur leur propre passé et sur les crimes commis contre les peuples autochtones. «Chaque commission de vérité doit s'inventer elle-même», déclarait en 2020 Marie Wilson, qui a codirigé la commission canadienne. Mais toutes doivent placer les victimes au centre de leurs préoccupations. Ce n'est qu'alors que pourra s'ouvrir un espace de dialogue constructif. |

Du chemin à parcourir

L'héritage d'idées racistes ou des divisions de la Seconde Guerre mondiale pèse encore aujourd'hui sur la cohabitation pacifique. Exemples en Autriche, en Suisse et en Allemagne.

Illustrations André Gottschalk

La mémoire est un devoir

Par Baptiste Fellay

Cet été, les organisations yéniches de Suisse ont déposé une demande de reconnaissance de «tentative de génocide» sur leur communauté. Une expertise sur la question a été mandatée par la Confédération. Il y a cinquante-deux ans, c'est par le journal alémanique *Der Beobachter* que le scandale éclatait: la fondation d'aide à la jeunesse Pro Juventute orchestrait, avec le financement de la Suisse officielle, le placement forcé d'enfants des communautés nomades yéniches. Quatorze ans plus tard, le 3 juin 1986, Alphons Egli, président de la Confédération, présentait des excuses au nom du pays. Une date qui marque le début d'un long processus de réconciliation, encore en cours en 2024.

«Le but était l'aliénation de la culture et de la langue yéniches en coupant les enfants de leur milieu, généralement par la violence policière», explique Thomas Huonker, spécialiste de cette page sombre de l'histoire suisse.

De 1926 à 1973, Pro Juventute arrache des enfants yéniches, nomades ou non, pour les placer en institutions ou en familles

d'accueil. L'organisation créée pour ce faire l'Œuvre des enfants de la grande route sur demande du conseiller fédéral Giuseppe Motta. Près de 600 enfants perdront ainsi tout lien avec leur famille et seront élevé·e·x·s dans des conditions où iels subiront souvent des violences physiques, psychologiques et sexuelles. Beaucoup sont mort·e·x·s jeunes ou se sont suicidé·e·x·s.

Uschi Waser a été enlevée à sa famille peu après sa naissance: «Je restais une Yéniche, peu importe le contexte: menteuse, voleuse. C'est écrit dans mon dossier officiel.» Dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, les théories eugénistes sont en vogue. Ulrich Wille, membre fondateur de Pro Juventute, en est un partisan, proche de plusieurs cadres nazis. En Suisse, deux psychiatres, Joseph et Johann Benedikt Jörger, théorisent l'eugénisme au niveau psychiatrique et la nécessité de faire disparaître le mode de vie des citoyen·ne·x·s inférieur·e·x·s que sont les Yéniches. Cette communauté serait par essence composée de délinquant·e·x·s et un danger pour l'ordre public. Le conseiller fédéral Heinrich Häberlin, président du Conseil de fondation de Pro Juventute, déclare en 1929 que les Yéniches sont «une tache sombre dans l'ordre culturel de la Suisse».

En 1988, puis en 2018, des sommes allant jusqu'à 25 000 CHF ont été versées aux victimes. Depuis 1998, les Yéniches sont reconnu·e·x·s comme une minorité nationale. «Ce n'est pas suffisant. Il faudrait que l'État prenne en charge les coûts liés aux problèmes de santé et sociaux causés par ces violences», estime Uschi Waser. Pour elle, le plus important reste le travail de mémoire: «On ne connaît plus cette histoire dans les écoles où je témoigne. Il est pourtant essentiel qu'on l'enseigne.»

Selon Thomas Huonker, cette persécution englobe plusieurs éléments constitutifs du génocide selon la Convention de l'ONU sur le génocide de 1948: «Une réconciliation ne sera possible que sur la reconnaissance de cette tentative de génocide, et sur les garanties qui en découleront.»



Cinq kilomètres de conflits

Par Maik Söhler

«Amitié!» C'est par ce mot qu'une enseignante accueille sa classe dans le film *Sonnenallee*, de Leander Haussmann, qui met en scène des adolescent·e·x·s habitant la rue du même nom. Elle prononce le terme à haute voix et de manière autoritaire, de sorte qu'il sonne comme une menace. Le ton d'une pédagogue dans la RDA des années 70.

La section allemande d'Amnesty International a emménagé dans cette même *Sonnenallee* à l'été 2024. L'amitié – sans le ton autoritaire – pourrait être un mantra approprié pour parvenir à se mêler à ceux qui vivent depuis longtemps dans cette rue berlinoise à l'histoire mouvementée et conflictuelle.

Depuis cent quarante ans, la *Sonnenallee* s'inscrit dans l'histoire de la capitale allemande. Elle a survécu à l'Empire, à la République de Weimar, au national-socialisme et à la division de Berlin, qui l'a directement touchée: la rue a été amputée de ses 400 mètres situés dans le quartier de Treptow, à Berlin-Est, alors que le reste de la *Sonnenallee* se trouve dans

le quartier de Neukölln, à Berlin-Ouest. Un point de passage frontalier y avait été installé lors de la construction du mur le 13 août 1961. Le dernier mort du mur est lui aussi lié à la *Sonnenallee*: Chris Gueffroy a été abattu par les troupes frontalières de la RDA dans la nuit du 5 au 6 février 1989 alors qu'il tentait de passer à l'Ouest.

Aujourd'hui, la rue se caractérise par sa multiculturalité. Se côtoient Allemand·e·x·s, Turc·que·x·s et Arabes, de milieux modestes ou de la classe moyenne, établi·e·x·s de longue date ou nouveaux arrivant·e·x·s urbain·e·x·s branché·e·x·s. La *Sonnenallee* est restée une rue où s'expriment les protestations et les revendications politiques, sociales, culturelles et économiques. Les féministes y ont autrefois réclamé le droit de vote pour les femmes. Les ouvrier·ère·x·s y ont manifesté pendant des décennies pour leurs droits. Aujourd'hui, les manifestations contre le racisme font partie de son quotidien.

Tous les jours, on y entend des revendications politiques. Malheureusement aussi celles qui veulent limiter, voire abolir les droits fondamentaux, comme le droit à la vie ou à la liberté de réunion et d'expression. Mais la plupart des personnes qui font le quotidien de cette rue font de leur mieux pour préserver une cohabitation pacifique. Un bon endroit pour qu'Amnesty tente de courtiser ses nouveaux voisin·e·x·s avec son mantra «Amitié!» et diffuse l'idéal des droits humains. L'amitié n'est pas toujours possible, mais elle n'est pas indispensable. L'attention et le respect suffisent. |

« Restez méfiants »

Par Antonio Prokscha

«N'avez-vous pas peur que les atrocités de la Shoah se répètent?» Cette question, Lucia Heilman l'entend régulièrement lorsqu'elle intervient dans les écoles en tant que témoin. «La première fois que je l'ai entendue, j'ai été horrifiée», raconte cette femme née à Vienne en 1929. «Bien que la question m'ait été souvent posée, je n'arrive pas à trouver de réponse.»

Aujourd'hui encore, Lucia Heilman ne se sent pas en sécurité en Autriche. Elle perçoit l'antisémitisme comme une menace permanente. «L'antisémitisme dort, mais il est toujours là. Beaucoup ne reconnaissent pas cette menace.»

Après la guerre, il est devenu difficile de se sentir chez soi dans un pays où tant de gens ont soutenu la persécution des sien·ne·x·s. Sa mère doit se battre pour récupérer son emploi de chimiste. Ce n'est qu'après de pénibles procédures judiciaires que sa famille peut récupérer l'appartement dont elle avait été expropriée. Le retour de Lucia à l'école est également marqué par le rejet: «Au moment où j'ai dit que j'étais juive, la classe s'est figée.»

Jeune, Lucia Heilman a des projets d'émigration. Mais elle ne peut se permettre d'étudier la médecine qu'en Autriche, où il n'y a pas de frais de scolarité. Et puis elle rencontre son mari, qui est déterminé à construire son futur ici. Toute sa vie, elle

cherchera refuge auprès d'autres personnes juives. C'est seulement au sein de la communauté qu'elle aura le sentiment de pouvoir parler librement et d'être comprise.

Des années plus tard, la blessure est encore profonde: «Pour moi, il n'y a pas de réconciliation possible. Quand on a été humiliée, qu'on a reçu des crachats, comment peut-on se réconcilier avec les coupables? C'est impossible, même si on fait des efforts.» Bien que l'homme qui lui a sauvé la vie, l'artisan Reinhold Duschka, était chrétien, Lucia Heilman souligne qu'un tel courage était extrêmement rare chez ses compatriotes. Dans un pays de plusieurs millions d'habitant·e·x·s, elle estime qu'environ 90 personnes ont activement sauvé des vies juives.

Lucia Heilman reste sceptique quant à un éventuel changement d'attitude envers les personnes juives en Autriche. Elle souhaite que les gens commencent à reconnaître les dégâts causés par l'antisémitisme. Son conseil aux générations futures: «Restez méfiants!»



Accepter les désaccords

Peut-on cohabiter lorsqu'on appartient à des camps qui se font la guerre ? Les habitant·e·x·s d'un village en Israël en font l'expérience depuis plus de quatre décennies. Par Manuela Reimann-Graf



© Maayan Schwartz

achevé en 2022, le film *Children of Peace* est pourtant plus actuel que jamais. À travers des témoignages, il décrit la cohabitation, parfois difficile, des 300 personnes – palestiniennes et juives confondues – qui vivent dans le village de Neve Shalom / Wahat al-Salam (oasis de paix), en plein centre du pays et sur le parcours de la ligne verte – la ligne de démarcation de l'armistice de 1949. Une cohabitation rendue encore plus houleuse par l'escalade du conflit depuis le 7 octobre 2023.

Le réalisateur Maayan Schwartz est un enfant de cette « oasis ». Lui et ses pairs qui apparaissent dans le film sont les premiers enfants nés dans le village. Ils ont grandi ensemble, parlant les deux langues, célébrant ensemble les fêtes religieuses juives, musulmanes et chrétiennes. Ils fréquentent la même école primaire en ne réalisant pas encore à quel point leur vie est extraordinaire – dans une région où deux camps s'opposent de manière irréconciliable.

Le documentaire dépeint comment cette génération a grandi, avec en toile de fond l'histoire du village et du conflit, illustrée par des archives qui documentent l'évolution de la communauté. Depuis sa création en 1969, des journalistes du monde entier viennent visiter le village, marqué·e·x·s par le caractère unique du lieu.

La communauté n'est pas épargnée par le conflit qui fait rage autour d'elle. Les informations diffusées dans les journaux télévisés, qui montrent des explosions de violence entre

Palestinien·ne·x·s et Israélien·ne·x·s, mettent à mal la cohabitation pacifique dans le village. L'« école de la paix » a été incendiée et des graffitis racistes et anti-arabes ont été tagués sur les murs. « À Neve Shalom, nous ne vivons pas dans une bulle. Au contraire », souligne Maayan Schwartz. « Parce que nous cohabitons, nous devons apprendre à faire face au conflit plus que quiconque. Dans les communautés purement arabes ou purement juives, les gens n'ont pas besoin de se confronter à l'autre partie. »

Polarisation progressive | Dans ses entretiens avec ses ami·e·x·s d'enfance, aujourd'hui adultes, Maayan Schwartz s'interroge sur la prise de conscience de leur identité palestinienne ou israélienne, et sur les défis que cette polarisation a entraînés pour leurs relations et leurs amitiés. Au fur et à mesure qu'ils grandissaient, les enfants de Neve Shalom / Wahat al-Salam pouvaient de moins en moins se soustraire au conflit.

Le contexte est devenu particulièrement perceptible à partir du moment où les enfants sont entrés à l'école secondaire, séparément. Le Palestinien Hilal raconte qu'il a pris conscience à ce moment précis à quel point la vie était différente en dehors du village : « Tout à coup, en tant qu'Arabe, j'appartenais à une minorité. » Les enfants juifs ont également appris combien le mode de cohabitation de leur communauté israélo-palestinienne paraissait exotique sitôt qu'ils

◀ Sur cette image tirée de son film, le réalisateur Maayan Schwartz tient son fils sur ses épaules.

quittaient leur village. Ils ont également fait l'expérience de l'hostilité que cela suscitait. Ils ont subi des insultes, été traités de « traîtres » dans leurs écoles parce qu'ils vivaient « avec l'ennemi ».

Surmonter les divisions | C'est à ce moment que Maayan Schwartz commence à s'éloigner du village et de ses camarades. « Nous avons désormais des emplois du temps différents, nous évoluons en dehors du village, soit dans une société juive, soit dans une société arabe, raconte-t-il. Je pensais qu'après le lycée, nous nous retrouverions tous ensemble, comme avant. Mais le service militaire est arrivé. »

L'enrôlement dans l'armée, qui ne concerne que les Juif·ve·x·s de 18 ans – les citoyen·ne·x·s arabes d'Israël en sont exclu·e·x·s pour des « raisons de sécurité » –, représente un tournant important dans la vie des habitant·e·x·s des deux parties. Les jeunes de confession juive sont confronté·e·x·s à un choix difficile : effectuer – ou non – leur service militaire, un refus entraînant le plus souvent le tribunal militaire et la prison. Les jeunes Palestinien·ne·x·s, quant à elleux, ont du mal à comprendre que leurs ami·e·x·s s'engagent dans l'armée, car iels ont peur des soldat·e·x·s israélien·ne·x·s qu'iels associent à l'occupation et à la violence. Ainsi, dans le film, le Palestinien Omer dit à Maayan Schwartz : « Tu aurais dû mieux savoir. En choisissant de t'engager dans l'armée, tu as choisi un camp. Je pense que c'est mal de choisir un camp. »

La mort de Tom Kitain lors d'une mission militaire au Liban, alors qu'il n'avait que 21 ans, marquera profondément les esprits dans la communauté. Le village avait perdu un

fil. « Jamais un soldat israélien n'avait été pleuré par autant de Palestiniens », dit le professeur palestinien de Tom dans une scène du film. Pourtant, lorsque certain·e·x·s proposent d'ériger un monument à la mémoire de Tom Kitain, l'idée est loin de faire l'unanimité : pas question de rendre un hommage aussi visible à un soldat israélien dans le village. Les discussions acharnées autour de ce monument le montrent : les différences de perception créent des fossés au sein de la communauté, qui peuvent être très profonds et provoquer des blessures ou de l'incompréhension.

Le service militaire, auquel le film accorde une grande place, illustre mieux que bien des livres de vulgarisation la façon dont peuvent se créer des divisions. Et pourtant, Maayan Schwartz dit : « La force de notre village – et je suis convaincu que c'est précisément pour cela qu'il a pu survivre –, c'est que nous nous posons ces questions. Et que nous sommes d'accord sur le fait que nous ne devons pas être d'accord sur tout, car nous voulons rester une communauté malgré nos différences. »

Depuis le 7 octobre 2023, la communauté a dû surmonter de nouvelles épreuves : quelle attitude adopter, comment faire face à la situation actuelle. « Il est très éprouvant de discuter de ces questions, car les deux populations sont plus éloignées que jamais. Notre réalité est actuellement chaotique et difficile à supporter. Mais les habitant·e·x·s de Neve Shalom / Wahat al-Salam continuent à se parler, à partager leurs sentiments et à accepter que l'autre en ait peut-être de différents », explique Maayan Schwartz. « Nous ne pouvons combler les fossés qu'en faisant preuve de compréhension mutuelle. Cela prend du temps, mais nous continuons à essayer. » |

Les enfants palestiniens et juifs de la première génération née dans le village de Neve Shalom / Wahat al-Salam vivaient harmonieusement dans cette « oasis de paix ».



© Dafna Korta Schwartz



BOUTIQUE-AMNESTY

Nos produits sont fabriqués de manière durable et éthique.

OFFRIR POUR UNE BONNE CAUSE

STYLO-BILLE CARAN D'ACHE

Le classique du design suisse dans de nouveaux coloris. Confortable d'utilisation, indémodable, solide et rechargeable. Fabrication suisse.



Solo, jaune métallisé, logo noir sur le côté gauche.

Art. 2420.026 / Fr. 30.–

En étui avec un porte-mine (0,7 mm), gris foncé, logo blanc sur le côté gauche.

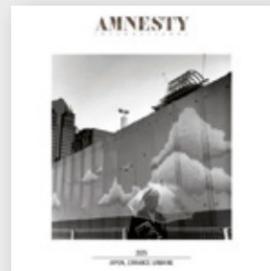
Art. 2420.027 / Fr. 52.–



CALENDRIER PHOTO PRESTIGE 2025 « JAPON, ERRANCE URBAINE »

Un mois par page (40 x 34 cm), noir-blanc, en français.

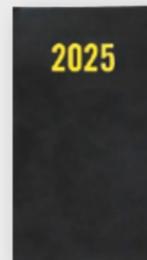
Art. 2430.125 / Fr. 25.–



CALENDRIER PHOTO 2025 « TIBET, VOYAGE EN COULEURS »

Un mois par page (27 x 35 cm), photos en couleur, en français et anglais.

Art. 2430.127 / Fr. 20.–



AGENDA DE POCHE 2025

Format 9 x 18 cm, une semaine par double-page, reliure plastique souple, cahiers cousus, en français.

Art. 2430.126 / Fr. 15.–



COUTEAU DE POCHE VICTORINOX SPORTSMAN

Modèle simple, 13 fonctions, Noir, logo blanc. Fabriqué en Suisse.

Art. 2300.037.S / Fr. 25.–

TASSES À ESPRESSO

Faïence émaillée blanche, avec bord et logo Amnesty noirs. Hauteur 7,5 cm, contenance 10 cl. Carton de 3 pièces. Fabriqué en Pologne.

Art. 2300.046 / Fr. 30.–



CHAUSSETTES AMNESTY

À rayures jaunes et noires et logo bougie (80% coton, 18% polyamide, 2% élasthanne). Fabriquées au Portugal.

Taille M (36-40) : Art. 2200.098.M / Fr. 15.–

Taille L (41-46) : Art. 2200.098.L / Fr. 15.–



BOUGIES DE COULEUR

Ces bougies sont aussi disponibles en set de 12 sur demande.

ORANGE SANGUINE / ABRICOT / JAUNE

Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.056 / Fr. 24.–



BOUGIES EN PURE CIRE D'ABEILLE

Set de deux bougies.

Art. 2700.022 / Fr. 28.–

Les membres de la Section suisse d'Amnesty International bénéficient de 10% de rabais sur les publications et les articles de la boutique, à l'exception des bougies.

Envoyez vos commandes à Amnesty International, case postale, 3001 Berne, ou commandez sur notre boutique en ligne : shop.amnesty.ch

D'AUTRES ARTICLES ATTRACTIFS PEUVENT ÊTRE COMMANDÉS SUR LA BOUTIQUE EN LIGNE SHOP.AMNESTY.CH



AUBERGINE/CRÈME/FRAMBOISE

Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–

BLEU GRIS/VERT POMME/BLEU GLACIER

Paraffine, set de trois bougies.

Art. 2700.037 / Fr. 24.–



NOUVEAU

BOUGIES EN CIRE D'OLIVE

Stéarine, set de deux bougies.

Art. 2700.058 / Fr. 24.–



BOUGIES DE L'AVENT

En set de 4, plus grandes (14 x 6 cm), rouges.

Art. 2700.040 / Fr. 36.–



JE COMMANDE LES ARTICLES SUIVANTS

Quantité	Nom de l'article	Taille	Art. n°	Prix

Nom: _____ Rue: _____

Lieu: _____ E-mail: _____

Tél.: _____ Signature: _____

Numéro de membre / client-e-x (si connu): _____

Éclairer une part d'ombre

Adrià Budry Carbó est journaliste d'investigation pour l'ONG Public Eye. Il enquête sur les sociétés de négoce et d'extraction de matières premières, que la Suisse accueille en nombre. Par Baptiste Fellay



Adrià Budry Carbó a trouvé chez Public Eye le moyen d'exprimer son goût de l'enquête et d'exposer les pratiques illégales de grands groupes industriels.

Il arrive en s'excusant au café où l'on s'est donné rendez-vous : « J'ai été arrêté dans la rue par un monsieur qui m'a demandé pourquoi c'est toujours les méchants qui gagnent. Ça m'a intrigué. » Adrià Budry Carbó doute d'avoir été reconnu, mais l'individu en question est bien tombé. Le journaliste de 36 ans est enquêteur pour Public Eye depuis 2019, auteur de plusieurs investigations sur les pratiques de corruption, les crimes sociaux et environnementaux commis, souvent en totale impunité, par les sociétés de négoce ou d'extraction de matières

premières basées en Suisse. Cette année, il publie un livre sur l'industrie du charbon (voir page 33). *La Suisse sur des charbons ardents* est le fruit de plusieurs années d'enquêtes sur la plus ancienne des énergies fossiles, dont 40 % de la production mondiale serait commercialisée depuis notre pays.

Décrire le réel | « Mon moteur a toujours été la curiosité intellectuelle. Je ne suis pas un militant. Je veux relater les choses telles qu'elles sont. » Adrià se prédestinait à une carrière académique. Après des études en relations internationales entre Genève et Londres, il commence à travailler comme journaliste le temps de trouver un sujet de doctorat : « J'ai tout de suite compris que c'est ce que je voulais faire. Ça m'a plu d'être ancré dans l'actualité. » Après un passage par la *Tribune de Genève* comme généraliste, il officiera quatre ans dans la rubrique économique du *Temps*, où il commencera à s'intéresser à la question des matières premières. « J'y ai trouvé la possibilité d'analyser de grands bouleversements géopolitiques, tout en restant dans le concret et l'échange avec des interlocuteurs. »

Pour « relater les choses telles qu'elles sont », il est important de pouvoir parler avec tout le monde. Au fil de ses articles, Adrià découvre un milieu en permanence sur la défensive. « Mais il y a des gens qui sont ouverts. La confiance se crée en montrant qu'une discussion est possible, même si on est critique. » Il commence à écrire sur le charbon pour Public Eye et achète tous les livres disponibles sur le sujet. C'est cet intérêt qui lui a valu ses

premiers entretiens avec des traders du milieu. « La plupart d'entre eux évoluent dans la légalité. Or tout le monde veut se raconter : dans le journalisme, il ne faut jamais sous-estimer cette force. »

Procédures bâillonnées | Mais faire de l'investigation, c'est surtout dénoncer des pratiques illégales ou immorales. Et s'exposer à des menaces d'ordre juridique en retour. « Notre système judiciaire n'est pas du tout favorable au journalisme. » Chaque ligne publiée par Public Eye est soumise à une pesée d'intérêts en consultation avec des avocat-e-x-s. « C'est devenu le quotidien de l'investigation en Suisse. Et la situation pourrait encore se dégrader. Être poursuivi, même à tort, engendre des coûts énormes. On espère ainsi décourager les enquêteurs. Pire, un juge peut bloquer temporairement la publication d'un papier. C'est extrêmement grave », souffle Adrià.

Le rapport de force semble dès lors déséquilibré entre les journalistes et les acteur-riche-x-s du secteur très lucratif des matières premières. « Mais si on est patients, on voit des changements s'opérer à la marge. » L'enquête *Dirty Diesel* publiée par Public Eye en 2016 a entraîné un réajustement des normes pour les carburants dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest. Les traders suisses ne peuvent plus y vendre du carburant avec près de 400 fois plus de soufre qu'en Europe. Comme quoi, ce ne sont pas toujours les méchants qui gagnent. « On ne sauve pas le monde avec notre plume. Il faut savoir rester humble et continuer à rechercher la vérité, enquête après enquête », tempère Adrià. |

Jouer selon les règles

En janvier, la coalition pour des multinationales responsables lance une nouvelle initiative. Entretien avec Danièle Gosteli Hauser*. Propos recueillis par Jean-Marie Banderet

L'initiative pour des multinationales responsables n'avait pas passé la rampe de justesse lors de la votation populaire de 2020, n'obtenant pas la majorité des cantons. Le contre-projet du Conseil fédéral, entré en vigueur entre-temps, est pour sa part loin des législations de plusieurs pays de l'Union européenne – notamment la France avec sa loi Vigilance ou l'Allemagne avec sa *Lieferkettengesetz* (loi sur les chaînes d'approvisionnement). La nouvelle directive européenne sur la responsabilité des multinationales, adoptée en mai dernier, accroît encore le fossé avec la Suisse. Forte du soutien d'un large pan de politicien-ne-x-s du centre-droit ainsi que d'entrepreneur-euse-x-s qui ressentent le besoin d'une législation efficace, la coalition remet le couvert. Elle s'est fixé l'objectif de récolter en un mois les 100 000 signatures nécessaires à une nouvelle initiative populaire, demandant à la Suisse de se doter enfin de règles contraignantes qui obligent ses multinationales à respecter les droits humains et à protéger l'environnement.

▷ **AMNESTY : Pourquoi une nouvelle initiative est-elle nécessaire ? N'y a-t-il pas d'autres moyens plus rapides ?**

◁ **Danièle Gosteli Hauser :** Il n'y a pas vraiment d'autres moyens face à l'attitude attentiste adoptée par le Conseil fédéral et le parlement, malgré leurs promesses lors de la campagne en 2020. Il suffit pour s'en convaincre d'examiner la réaction du gouvernement à la pétition – munie de plus de 217 000 signatures – remise en 2022 par la coalition : rien. Pourtant, il est vital que la Suisse

agisse au plus vite, pour le bien des victimes mais aussi de ses grandes entreprises. C'est d'autant plus important que la Suisse est le pays qui abrite le plus grand nombre de multinationales par tête d'habitant-e-x.

▷ **Réglementer va souvent de pair avec des charges administratives supplémentaires. Ne craignez-vous pas que cet argument soit utilisé pour contrer votre initiative, en particulier par les plus petites entreprises ?**

◁ Les petites et moyennes entreprises (PME) ne sont pas concernées. L'initiative suisse est calquée sur le modèle européen, qui cible les grandes entreprises. En revanche, les grandes associations sportives à but commercial comme la FIFA, pour lesquelles s'appliquent les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, devraient être soumises à la nouvelle loi. Le cadre fixé par l'ONU n'est en effet pas contraignant, comme en témoigne l'attribution de la Coupe du monde 2034 à l'Arabie saoudite, qui est loin d'être un modèle de respect des droits fondamentaux.

▷ **Comment répondre aux craintes qu'une réglementation stricte pourrait nuire à la compétitivité des entreprises suisses ?**

◁ Il est intéressant de noter que ces arguments sont souvent portés par les faitières économiques. Les entreprises elles-mêmes font plutôt part de leur besoin de clarté et d'être traitées sur un pied d'égalité face à leurs concurrentes basées dans d'autres pays. Prenez l'exemple d'une

joint-venture franco-suisse pour l'exploitation de minerai en Colombie. Si les deux multinationales ne sont pas soumises au même cadre légal, l'entreprise française pourrait préférer faire des affaires avec une autre société basée dans l'UE, de peur de se retrouver seule à subir les conséquences en cas de problème. Dans une économie globalisée, il est bien plus simple d'opérer dans un cadre bien régulé, où les mêmes « règles du jeu » s'appliquent à toutes. |

Vous souhaitez vous impliquer dans la collecte de signatures pour la nouvelle initiative ?

Renvoyez la promesse en page 39 de ce numéro et recevez le matériel nécessaire à la récolte. Vous pouvez également participer aux deux journées nationales de collecte, les 11 et 18 janvier 2025.

* **Danièle Gosteli Hauser** est Responsable économie et droits humains auprès de la section suisse d'Amnesty et a participé activement au lancement de la première initiative pour des multinationales responsables.



Une plume au service des autres

La Maison de la femme, à Lausanne, offre un service pour aider à la rédaction. Rencontre avec quelques personnalités qui font vivre le métier d'écrivain·e·x public·que·x·s. Par Mélissa Riffaut

Il est 11 h, la salle d'attente est presque pleine. Lorsque vient son tour, Delfina* s'arrête à la porte du bureau pour nous tendre la main avec un grand sourire. Elle semble ravie d'être reçue par Elisabeth et moi-même. Delfina s'installe à la table qui occupe presque toute la pièce, puis nous présente des documents soigneusement classés. C'est la première fois qu'elle fait appel au service

d'écrivain·e·x·s public·que·x·s de la Maison de la femme, à Lausanne.

Comme elle, ce sont un peu moins de 500 usager·ère·x·s qui viennent chaque année solliciter le soutien d'un·e·x rédacteur·rice·x. De nombreux·ses bénéficiaires, souvent redirigé·e·x·s par d'autres institutions, font appel à ces virtuoses de l'orthographe et de la syntaxe pour les aider dans leurs démarches administratives ou à s'insérer dans la vie professionnelle... parfois même pour écrire des lettres d'amour. En 2023, le Service d'écrivain·e·x·s public·que·x·s de la Ville de Genève recevait, lui, 428 usager·ère·x·s. Il existe plusieurs autres organismes en Suisse qui proposent les mêmes prestations.

Originaire du Pérou, Delfina est en Suisse depuis deux ans pour terminer ses études dans le milieu de la santé. Elle fait appel à nous, car elle ne maîtrise pas complètement les codes de la langue française. C'est avec une certaine pudeur qu'elle nous explique avoir reçu une lettre contraignante de son employeur dont elle aimerait accuser réception avec tact. Une pudeur qu'elle semble surmonter, l'atmosphère chaleureuse et accueillante de la Maison de la femme y étant sûrement pour quelque chose. Premier objectif: faire comprendre le document à Delfina, en écoutant attentivement ses questions et en y répondant de façon ciblée. Il s'agit là d'une lettre d'avertissement. Delfina voudrait pouvoir utiliser les mots justes et rédiger un courrier de réponse formel, adapté à l'information qu'elle reçoit. Une trentaine de minutes passent pendant lesquelles nous manions le texte et les tournures de phrases pour coller au plus près

des indications de Delfina. Nous devons rédiger tout en la rassurant et utiliser nos connaissances en matière de droit. Elisabeth prend des notes et formule un premier jet qu'elle adaptera chez elle. Une fois la lettre terminée, elle sera transmise par e-mail à la bénéficiaire, qui pourra la signer. Nous accueillerons à nouveau Delfina si elle en manifeste le besoin.

Au milieu des missives | Dix écrivains·e·x·s public·que·x·s se relaient cinq fois par semaine à la Maison de la femme pour assurer une permanence sur le temps de midi ou en fin de journée. Elisabeth, avec qui je travaille aujourd'hui, est juriste. En ce qui me concerne, mon travail comme journaliste m'a appris à manier les mots avec aisance. D'autres femmes, comme Michèle Thonney Viani, sont plus expérimentées encore. Bénévole depuis plus de vingt ans à la Maison de la femme, elle n'assure plus qu'une présence occasionnelle, la relève étant assurée. Elle est la seule écrivaine publique professionnelle au sein de la structure.

Michèle est une personnalité passionnée et riche d'expériences humaines avec qui j'ai plusieurs fois eu l'occasion d'échanger rires et anecdotes. Amoureuse des mots depuis toujours, elle raconte son parcours et sa profession, en y ajoutant sa touche personnelle: un humour un peu piquant. « Mon métier, c'est d'écrire, et je l'exerce avec un plaisir et une joie sans cesse renouvelés. »

Entourée de livres pendant sa jeunesse, elle assume très rapidement le rôle de celle qui maîtrise les écritures difficiles et à qui l'on confie par facilité correspondances et



Écrivaine publique de métier, Michèle Thonney Viani a consacré plus de vingt ans à aider les personnes qui viennent à la Maison de la femme.

travaux de rédaction. « Toi qui écris si bien, tu me fais vite cette petite lettre ? » C'est après un long séjour au Niger, au cours duquel il lui arrivait de donner un coup de main à quelques personnes qui ne maîtrisaient pas bien la langue française, qu'elle rencontre sa vocation: écrivaine publique. Ses yeux brillent lorsqu'elle décrit son riche parcours, ses rencontres et la manière dont cette activité semble l'avoir choisie. De retour en Suisse, elle s'affiche enfin comme telle et ouvre sa propre officine en 2000. Admise en 2003 par l'Académie des écrivains publics de Suisse, elle en sera la présidente de 2008 à 2013. En 2023, c'est l'Académie des écrivains publics de France qui l'accueille à son tour.

« L'activité de bénévole pour une écrivaine publique est très enrichissante, et j'ai appris ainsi énormément de choses au début de ma carrière. À l'époque, nous n'étions que deux à la Maison de la femme. »

Au sein de l'association comme dans son bureau à Lausanne, Michèle rédige sur commande des documents de nature privée, administrative, commerciale et même parfois juridique ou politique, mais sans jamais empiéter sur les domaines d'autres spécialistes. Et ceci de manière confidentielle, pour toute personne ayant besoin d'aide à la rédaction. Évidemment, les propos diffamatoires, menaçants ou insultants ne sont jamais autorisés, elle n'oublie pas de le préciser lors de l'entretien. Elle aime en particulier aider les autres à parler d'eux, à se décrire, et avoue une petite préférence pour les discours et messages personnels... Sans oublier les corrections, domaine dans lequel elle excelle. « Les gens m'intéressent, j'adore que l'on me raconte des histoires, être surprise. » Elle souligne combien il est important dans ce métier de savoir capter les intentions de l'autre. Outre une empathie naturelle,

il faut avant tout être disponible, et avoir une orthographe infaillible. Ça va de soi.

Un regard sur la société | Comme beaucoup de personnes qui exercent cette fonction, Michèle chérit sa liberté. Car exercer ce métier permet d'allier une certaine indépendance tout en se mettant au service des autres. C'est aussi ce qui a dicté ma démarche personnelle. Être écrivaine publique, c'est écrire avec solidarité pour toutes les personnes qui ne peuvent pas le faire de façon autonome, parce qu'elles sont allophones, illettrées ou pour d'autres raisons. C'est aussi collecter en sa mémoire de multiples parcours, plus touchants les uns que les autres. Delfina a trouvé à la Maison de la femme les ressources dont elle avait besoin pour mieux s'intégrer dans notre société. |

* Prénom d'emprunt.

Faire chanter pour régner

Avec « Blood like Water », la réalisatrice palestinienne Dima Hamdan met en scène le dilemme auquel est confrontée la famille d'un jeune gay : sauver son honneur ou la vie d'un homme recherché.

Propos recueillis par Jean-Marie Banderet

Programmé à l'occasion de la treizième édition du festival « Palestine : filmer c'est exister », le court métrage *Blood like Water* met en lumière une arme relativement méconnue de l'arsenal d'oppression israélien : le chantage. Parce qu'il a été filmé en train d'avoir des relations sexuelles avec un autre homme, Shadi, le protagoniste, entraîne sa famille dans un terrible dilemme. Soit elle dénonce un voisin recherché par l'armée israélienne, soit cette dernière diffusera la vidéo dans son entourage, et à elle de subir les conséquences qu'une telle nouvelle provoquera dans une société encore très conservatrice. Entretien avec la réalisatrice, Dima Hamdan.

▷ **AMNESTY :** Qu'est-ce qui vous a inspirée à aborder la thématique LGBTQIA+ dans le contexte palestinien ?



◁ **Dima Hamdan :** L'idée m'est venue il y a plusieurs années, en discutant sur un marché de Ramallah.

Je m'interrogeais sur les raisons qui poussent des personnes de ma communauté à collaborer avec l'occupant israélien. Certains le font par appât du gain. D'autres fournissent des informations en échange de la prise en charge d'un proche dans un hôpital israélien. D'autres encore tombent dans le piège du chantage. Par le passé, la cible principale était l'adultère. Aujourd'hui, ce sont les gays.

▷ « Blood like Water » est-il basé sur une histoire vraie ? Comment vous êtes-vous documentée pour l'écrire ?

◁ Il y a un tabou énorme autour de ces questions, et de leur impact sur l'honneur et la réputation. Je n'ai trouvé personne qui aurait admis avoir vécu une histoire similaire, tout au plus des « je connais une personne, qui en connaît une autre à qui c'est arrivé ». Ce n'est qu'après la sortie du film que la réalité a rattrapé la fiction. La confession face caméra d'un jeune a fait le tour des réseaux sociaux. Il y avait avoir conduit les Israéliens à cinq combattants du groupe armé La Fosse aux lions, tués lors du raid qui s'en est suivi. Contraint, comme dans le film, de jouer les informateurs en échange du silence de l'armée sur ses ébats, de 500 shekels (moins de 100 francs) et d'un paquet de cigarettes. De façon presque étonnante, il n'y a pas eu de commentaires homophobes à la suite de l'annonce de sa mort, uniquement justifiée par sa trahison envers la cause palestinienne.

▷ **Comment le film a-t-il été reçu ?**

◁ À l'origine, il était destiné à un public palestinien. La première a eu lieu lors des *Palestine Cinema Days* à Ramallah en novembre 2023, mais peu de gens ont pu le voir à cause de la guerre. Il a ensuite été projeté dans plusieurs festivals, et c'est au Royaume-Uni, lorsqu'il a remporté le Prix courts métrages LGBTQIA+ de l'*Iris Film Festival* à Cardiff, qu'il a surtout fait parler de lui.

▷ L'action se passe en Cisjordanie. Comment s'est passé le tournage ?

◁ Nous avons tourné à Bethléem, au moment où l'armée israélienne menait des incursions à Hébron, Tulkarem et Jénine. Toutes les prises ont été faites en l'espace de trois nuits, dans un appartement que nous avons loué à un homme qui avait été emprisonné en Israël dans les années 1980. Lorsque je lui ai raconté le script, il a été touché par l'histoire et a accepté que sa maison serve de plateau pour le film. Car déjà à l'époque, Israël jouait la carte du chantage en droguant des Palestiniennes pour les filmer nues et faire croire qu'elles avaient des relations sexuelles.

▷ **Quel impact espérez-vous que « Blood like Water » ait sur la société palestinienne et sur la communauté LGBTQIA+ en Palestine ?**

◁ La résistance à l'oppression est synonyme de sacrifice. Mais le sacrifice peut prendre plusieurs formes. Aux familles conservatrices qui se retrouvent à devoir choisir entre perdre leur enfant ou leur honneur, je souhaite poser la question : « À qui la faute ? À toi, à ton fils ou à la société ? » Si elle parvenait à accepter sa communauté LGBTQIA+, la société palestinienne retirerait à Israël un moyen de pression qui la rend vulnérable. |

Blood like Water, Dima Hamdan, 2023, 13 minutes.



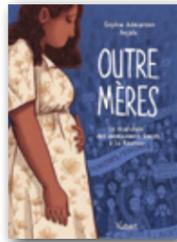
© Oryelle Formaz

Combats croisés

Lucie se bat pour faire reconnaître l'injustice qu'elle a vécue, contrainte d'avorter et stérilisée de force. Marie-Anne, elle, se bat pour le droit à l'avortement. Ces deux luttes, les deux femmes les mènent simultanément – l'une à La Réunion, l'autre en France métropolitaine – au début des années 1970. Malgré le contraste puissant de leurs luttes – contre la politique anti-nataliste menée par Paris dans ses territoires d'outre-mer d'une part, et pour l'accès à l'IVG défendu par le Mouvement de libération des femmes –, un dénominateur commun les unit: le droit des femmes à disposer de leur propre corps. Porté par un récit sensible et un dessin poignant, *Outre mères* dénonce l'inhumanité d'une politique nataliste biaisée et questionne l'attitude de la justice en matière de droits reproductifs.

JMB

Outre Mères : Le scandale des avortements forcés à La Réunion, Sophie Adriansen, Vuibert, 2024, 208 pages

**NOUS AVONS BESOIN DE VOUS**

Depuis des années, ces deux pages sont rédigées par notre rédaction bénévole. Nous adressons un grand merci à toutes les personnes qui donnent de leur temps pour vous proposer ces chroniques !

Vous aussi, vous souhaiteriez découvrir en avant-première livres, films, romans graphiques ou expositions ? Notre rédaction se fera un plaisir de publier votre critique.

Besoin de plus d'infos ?
Prêt-e-x à tenter l'expérience ?
Écrivez-nous sur redaction@amnesty.ch !

Mieux comprendre la Russie

La journaliste Elena Kostiouchenko analyse le déclin d'une société russe dont l'arrivée au pouvoir de Poutine n'a pas mis un terme à la souffrance. Une image désillusionnée de la Russie contemporaine. Par Déo Negamiyimana

À travers différentes enquêtes dans la Russie profonde, Elena Kostiouchenko livre un récit passionnant mais aussi effroyable sur son pays. Son titre, *Russie, mon pays bien-aimé*, sonne aigre-doux à la lecture de l'ouvrage. Elle nous plonge dans un monde où se côtoient deux sociétés. L'une encore profondément soviétique, racontée au travers de la mère de l'autrice; la seconde, celle de la Russie contemporaine sous Poutine, pépinière d'un véritable fascisme ordinaire. L'univers que l'on découvre rappelle celui dépeint par Andreï Tarkovski qui, quelques décennies plus tôt, dressait le portrait d'un pays à la jeunesse en débandade et aux bâtiments inachevés, abandonnés, pillés, tandis que viols collectifs et rackets régnaient dans une ambiance du vide et de l'absurde.

Dans un style haché, vif et incisif, la journaliste tisse les liens entre l'effondrement d'hier et ses lendemains incertains, tout en attirant l'attention sur la mort qui rôde sous ses diverses formes. Elle révèle aussi au passage qu'elle a forgé son regard critique en lisant un reportage de la journaliste Anna Politkovskaïa dans le journal *Novaïa Gazeta*. L'article portait sur les crimes de l'armée russe en Tchétchénie. Anna Politkovskaïa mourra cinq ans plus tard, assassinée à Moscou, le 7 octobre 2006, jour anniversaire d'un célèbre va-t-en-guerre, Vladimir Poutine.

Si Elena Kostiouchenko se défend d'être une militante, elle livre avec force détails les obstacles contre lesquels elle a

trébuché pour s'ouvrir à une autre vision du monde. À travers son histoire personnelle, elle observe les discriminations, qui visent particulièrement les femmes, la communauté LGBTQIA+, les écolos. Depuis les contrecoups de la guerre en Tchétchénie jusqu'aux conséquences du conflit ukrainien sur la société russe, son récit décortique un long processus de conditionnement. La population est sans cesse incitée à la violence, au rejet de l'autre, pour justifier la guerre et une forme de fascisme, devenus les fondements du pouvoir du Kremlin. Le livre ne propose pas de contre-modèle au régime poutinien. Il permet néanmoins de comprendre, du moins en partie, ses motivations vis-à-vis de la guerre en Ukraine. |



Russie, mon pays bien-aimé, Elena Kostiouchenko, traduit du russe par Emma Lavigne et Anne-Marie Tatsis-Botton, Paris, Noir sur Blanc, 2024, 400 pages

Des lingots de suie

La Suisse fermait sa dernière mine de charbon en 1947. Pourtant, notre pays est une véritable plaque tournante de la plus ancienne des énergies fossiles, qui produit chaque année plus d'émissions de CO₂ que le pétrole. C'est 40 % du charbon extrait chaque année qui seraient commercialisés depuis notre territoire, et 245 entreprises actives dans le secteur qui en ont fait leur foyer. Peut-être attirées par la qualité de l'air.

Dans son livre-enquête « La Suisse sur des charbons ardents », le journaliste Adrià Budry Carbó dresse avec une rigueur sans concession la portrait de la Suisse du charbon. En moins de 200 pages qui se lisent sans effort, il retrace l'histoire du secteur entre Zoug, Genève et Lugano, ses liens avec la Suisse officielle, et son impact dévastateur sur

l'environnement et les conditions de vie des populations à travers le monde.

Au fil des témoignages et du résultat des recherches que le journaliste compile depuis plusieurs années, on découvre le visage d'un pays aux réflexes néocoloniaux. La Suisse a su créer et garder les conditions propices pour que prospèrent et s'enrichissent les barons mondiaux du négoce, qu'ils soient Suisses, Russes ou Anglo-Saxons. Malgré la promesse de Berne d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Et quitte à contourner les sanctions imposées à l'Afrique du Sud de l'apartheid ou à la Russie qui envahit l'Ukraine.

Un livre à lire et à partager pour que le citoyen prenne conscience d'une réalité dont il ne mesure certainement pas l'ampleur: la Suisse est un mastodonte du négoce des matières premières et du

charbon. Elle en récolte les fruits. Mais elle doit aussi en assumer les responsabilités. Et devra peut-être un jour rendre des comptes. |

Par Baptiste Fellay



La Suisse sur des charbons ardents: Enquête sur une industrie toxique, Adrià Budry Carbó, Presses Polytechniques Romandes, Savoir Suisse, Lausanne, 2024, 182 pages

Évolution des luttes

Flammes dansantes, chaleur plus ou moins vive au gré des mouvements, crépitements irréguliers – le feu fascine depuis la nuit des temps. C'est autour de ce symbole à la fois simple et puissant que les réalisatrices Laura Cazador et Amanda Cortés ont décidé d'organiser une rencontre entre activistes d'aujourd'hui (XR Rebellion, ZAD du Mormont et collectifs antiracistes) et ancien-ne-x-s militant-e-x-s du groupuscule armé anticapitaliste romand La Bande à Fasel. Les cinq protagonistes du film ont toute la nuit devant eux pour échanger sur leurs luttes. Ils découvrent au fil de la discussion les similitudes entre l'activisme d'hier et celui d'aujourd'hui, mais aussi les évolutions. La désobéissance civile prend différents visages, et si les méthodes divergent

grandement, un ennemi commun subsiste: le capitalisme. Mais s'engage-t-on aujourd'hui pour les mêmes causes qu'hier? La répression est-elle la même? Qu'est-ce que la violence? Comment le militantisme est-il perçu des années plus tard? Autant de questionnements qui jaillissent telles des étincelles et qui soulignent la puissance, mais aussi les limites de l'action collective.

Autour du feu aborde une thématique brûlante d'actualité avec une rare authenticité. Si seules des bribes de conversation sont données à entendre, la spontanéité des dialogues semble évidente. La forêt, lien entre les luttes puisqu'elle fut jadis un refuge et représente aujourd'hui un espace à protéger, sert de décor intimiste à cette rencontre nocturne. La caméra suit les visages illuminés par les flammes, et les

masques qui couvrent certain-e-x-s d'entre eux ajoutent un brin de mystère à l'esthétique épurée. Ce film, qui a gagné le Prix du jury Visioni lors des dernières Journées de Soleure, sera en tournée en Suisse romande en janvier 2025. |

Par Manon Brügger



Autour du feu, Laura Cazador, Amanda Cortés, 2024, 75 minutes

Projections: cinedoc.ch



© Loïc Martin

LES MÈCHES DE CHEVEUX Épisode 6

Vous trouverez ici le sixième et dernier volet qui clôt cette fiction. Dans les épisodes précédents, nous avons fait connaissance de Lenie, une adolescente suisse-ghanéenne, et de sa tante Lina, confrontées au mépris de classe et au racisme. Bonne lecture !

Lina a hésité à ouvrir la boîte aux lettres avant d'emprunter les escaliers de son immeuble. Puis elle s'est résolue à déposer ses deux cabas et à sortir ses clés de son sac à dos. Pour tout courrier, elle a trouvé une lettre carrée qu'elle a déposée distraitemment sur l'étagère du hall d'entrée, avant de ranger les courses, son ordinateur portable et le tupperware dans lequel elle transporte son repas du midi lors de ses journées de travail. Ce n'est qu'après avoir terminé la vaisselle du souper qu'elle a ouvert la lettre : une invitation pour une pièce de théâtre à l'Arsenic. En lisant plus attentivement le carton d'invitation, elle s'est rendu compte qu'il s'agissait d'une œuvre écrite et jouée par les élèves de la Manufacture. Lenie figurait parmi eux.

– Lenie joue dans une pièce de théâtre qu'elle a coécrite et on est invités, a fait Lina en toquant à la porte de la chambre d'Inès.

– Quand ? a demandé sa fille.

– Dans trois semaines...

– Pendant mes examens ?

– Juste après.

– Le carton est à mon nom, mais il y a une billetterie. On pourrait y aller tous les trois.

– Aller où ? a demandé Daniel depuis sa chambre entrouverte.

– Voir Lenie au théâtre.

– Ah non, ça m'intéresse pas, a tout de suite signalé Daniel.

– Mais c'est ta cousine qui joue !

– Non, j'ai pas envie.

– Moi, ça dépend, a dit Inès. Ça parle de quoi ?

– Je ne sais pas exactement, c'est un propos féministe avec une mise en scène qui fait la part belle aux cheveux, d'après ce que je comprends.

– Je veux bien venir avec toi, maman, mais t'es sûre que c'est après les examens ?

– Oui.

Lina n'a pas insisté pour que Daniel vienne voir la pièce. Elle lui a proposé d'inviter son cousin Kojo, et de faire à manger pour lui pendant qu'elle et Inès se rendraient à l'Arsenic.

– Je pourrai préparer quelque chose avant que vous partiez, comme ça vous ne verrez pas le spectacle le ventre vide, a proposé Daniel.

– Entendu. Mais alors pas un truc avec trop de viande, a demandé Lina.

Car maintenant qu'elle était rassurée sur les compétences féministes de son fils, elle s'était mis en tête de le faire cuisiner de manière plus végétarienne.

– Je ne vais quand même pas faire une salade verte pour Kojo.

– Ça pourrait être une salade bien garnie.

– Je veux lui faire plaisir. Mais ok, je ferai des légumes avec de la viande. Ne t'inquiète pas.

Le jour venu, Daniel a fait les courses et émincé à l'avance les oignons, poivrons qui accompagneraient son émincé de poulet, tandis qu'Inès et Lina essayaient des habits.

– Tu aimes ? a demandé Inès en déambulant dans la chambre de sa mère avec une robe noire plaquée à col roulé court.

– Oui, j'adore quand tu mets des robes. Tu n'en mets que pour les grandes occasions... Mais je préfère la brune, a commenté Lina.

– J'essaye la brune, alors. Tu mets une robe, toi ?

– Oui, avec les bottines que tu adores.

– Ah... Alors tu aimes ? a demandé Inès après avoir enfilé le vêtement brun.

– Oui ça met en valeur la teinte de tes cheveux.

– Bon, alors je mets celle-là, a décidé Inès en s'asseyant sur le lit de sa mère.

Elles sont restées toutes les deux quelques minutes sur le matelas à discuter de choses et d'autres tout en savourant le soleil printanier qui se reflétait sur le parquet de la chambre. Puis Kojo est arrivé, son éternel sourire aux lèvres. Les trois adolescent-e-s se sont affalé-e-s côte à côte sur le pouf d'Inès pour jouer à *Brawl stars*. Lina s'est retenue de rappeler à son fils qu'il s'était proposé de préparer le souper. Elle devait encore lutter pour le laisser libre de gérer son temps, sans lui demander de faire ceci ou cela ; lui permettre de s'autonomiser à son rythme. Mais elle constatait tous les jours que cette posture payait : non seulement Daniel faisait ce qu'il avait à faire, mais il en faisait toujours un peu plus. Depuis qu'elle ne lui demandait plus rien, il s'astreignait du mieux qu'il pouvait aux contraintes scolaires, un effort considérable pour un enfant qui n'y goûtait manifestement pas, tout en s'investissant toujours davantage dans les tâches ménagères. Il avait proposé à Lina de faire lui-même le ménage à quinzaine, afin d'éviter qu'elle ne paye une femme de ménage. Lina avait acquiescé distraitemment, doutant qu'elle pourrait vraiment compter sur lui. Elle s'était imaginé que tout au plus il rangerait un peu sa chambre. Mais un soir, elle l'avait trouvé en train de passer l'aspirateur dans la cuisine, puis la serpillière.

– C'est gentil d'avoir nettoyé, Daniel, la prochaine fois il faudra essorer davantage la panosse, avait observé Lina.

– Ah, désolé.

– Mais non, merci. Tu es vraiment motivé ! Alors c'est d'accord, en revenant des vacances on fera le ménage ensemble, et je te montrerai quels produits utiliser.

Le moment venu, il avait bel et bien fait une grande partie du ménage. Il s'était même mis à nettoyer les vitres de sa chambre une fois que tout était fini. Le soir du spectacle aussi, il avait arrêté de jouer à *Brawl stars* à temps pour préparer le souper avant que Lina et Inès ne se mettent en route.

Dès qu'elles ont mis le pied dehors, Inès a attrapé le coude de sa mère pour marcher bras dessus bras dessous avec elle. Lina a savouré ce contact avec sa fille. Comme un retour spontané à la proximité physique qu'elles avaient lorsqu'elle était enfant. Depuis toujours, Inès préférait que sa mère la gratte doucement avec ses ongles, plutôt qu'elle ne la caresse. Elle en avait eu besoin longtemps, puis s'en était distanciee par étapes. Des soirs sans grattage avant de dormir, des soirs avec, pendant plusieurs mois. Puis un jour :

– Non maman, tu ne peux plus me faire des câlins à mon âge.

– On peut se faire des câlins à tout âge, mais c'est comme tu veux, avait répondu Lina en lui souriant.

Inès a quasiment la même taille que Lina à présent. En marchant contre sa fille, Lina s'est demandé une nouvelle fois comment ce temps de l'enfance avait pu être englouti si vite alors que certaines choses lui semblaient immuables. La concierge espagnole qui paraissait ne pas avoir changé, les épiceries sri lankaises et pakistanaises du quartier, dont les employés transportaient les marchandises sur des diables, la lumière des saisons qui se déclinait sur les immeubles et la végétation. Certains faits signalaient pourtant que le temps passait : les filles qui avaient ouvert le café *L'Atelier*, et qui après quelques années l'avaient remis pour de nouvelles activités avec des horaires plus cléments, la coiffeuse qui voyait filer ses années de jeunesse sans trouver comment devenir mère, ou le vieillissement des parents dont les enfants avaient le même âge que ceux de Lina. Mais Lina les avait ignorés et laissé le temps passer sans vraiment s'en apercevoir. Désormais, elle se rendait compte parfois brusquement de ces moments qui étaient irrémédiablement derrière elle : quand elle voyait des parents avec leurs enfants en bas âge accroché-e-x-s à leurs mains ou perché-e-x-s sur leurs épaules, ou comme en cet instant précis, à côté de sa fille. Elle se sentait alors assaillie par un sentiment qui oscillait entre la nostalgie et le regret. La nostalgie que l'enfance de Daniel et d'Inès était bel et bien derrière eux, et le regret de peut-être ne pas y avoir goûté assez à force de courir pour tout concilier : leurs besoins, sa vie professionnelle, ses projets et ses



© Lora Martin

amours. Quand les regrets pointaient du nez, elle prenait la résolution de profiter du mieux qu'elle pouvait de chaque instant en leur présence. En descendant vers l'Arsenic voir la pièce de sa nièce, Lina a inspiré profondément, tout en ressentant la proximité de sa fille. Une fois assise dans la salle, elle a savouré l'attente du spectacle tout contre elle. Elle a souri quand Inès a posé sa main sur ses genoux, tout en laissant ses pensées voguer pendant que les autres spectateur·rice·s s'installaient dans ce brouhaha contenu et ordonné, cette légère impatience teintée de curiosité avant de découvrir ce que le jeu des acteurs et la pièce ont à nous dire.

Les lumières s'éteignent, les rideaux noirs et épais se lèvent pour faire place à une scène baignant dans une lumière bleutée. Une actrice s'installe sur une chaise. Lenie apparaît dans des vêtements simples qui gainent son corps longiligne. Dans sa main, elle tient un seau rempli de mèches de cheveux. Lentement, elle tresse les cheveux de l'artiste assise en une longue natte qu'elle accroche au plafond par son extrémité. Puis une autre actrice s'assied sur scène et à nouveau, méthodiquement, Lenie réalise une nouvelle tresse géante qu'elle attache au plafond. Elle répète cette coiffure sur huit autres filles. Suspendues au plafond, les nattes s'entremêlent en une sorte de vaste toile d'araignée. Pendant que Lenie tresse sur scène, Lina revoit sa nièce qui se tenait debout derrière

elle sur le banc de la cuisine de Jacob et Clelia, et triturait ses mèches de cheveux tout en buvant son biberon. Puis ce réseau aérien de cheveux lui évoque ce que les mères transmettent à leurs filles. Les traumatismes, les tristesses, latentes ou déversées, les colères tues ou exprimées, mais aussi les forces, les connaissances, les savoir-faire, les épreuves surmontées et les opportunités saisies, le tout s'enchevêtrant pour former nos destinées.

Lina revoit aussi ce rêve qu'elle a fait plusieurs fois. Une fillette de 2 ou 3 ans, cheveux châtain clair et yeux bruns, qui flotte dans l'air tout en l'observant. Ce n'est pas sa fille, ni aucune autre enfant qu'elle connaît, mais c'est toujours la même petite fille, qui l'observe avec ce regard à la fois doux et questionnant. Elle s'est demandé pourquoi cette fillette revenait de manière aussi insistante dans ses rêves. Mais ce soir-là, alors que Lenie se déploie sur scène, elle comprend que c'est l'enfant qu'elle n'a pas eue, que cette enfant vient peupler ses rêves comme pour lui dire qu'elle existe dans son désir inassouvi. Elle comprend qu'elle peut la regarder à présent, éprouver la tristesse de ne pas avoir pu lui donner vie et cesser de courir à tout-va pour colmater le chagrin. Elle songe à sa vie comme à une natte de cheveux, pas celle qu'elle s'était imaginée, plus riche en certains aspects, plus effilochée en d'autres, et qu'elle peut continuer à tresser comme bon lui semble... |

Nadia Boehlen



© Amnesty International

MARATHON DES LETTRES 2024 VOUS POUVEZ CHANGER LEUR VIE

Le traditionnel Marathon des lettres d'Amnesty International bat son plein. Aidez-nous à soutenir cinq personnes qui s'engagent pour les droits humains dans leurs pays.

MARATHON DES LETTRES

AMNESTY
INTERNATIONAL



Comme tous les ans, Amnesty International clôt l'année avec le Marathon des lettres, la plus grande campagne de soutien à des individus dont les droits fondamentaux ont été bafoués. Cette année, vous pourrez vous engager en faveur de cinq défenseur·e·x des droits humains d'Angola, d'Argentine, de Biélorussie, de Corée du Sud et d'Égypte.

Parce que exprimer son opinion de manière pacifique est un droit, vous pourrez ainsi témoigner de votre solidarité avec Joel Paredes, qui a perdu l'usage de son œil droit des suites d'un tir de balle en caoutchouc alors qu'il

participait à une manifestation. Ou avec Kyung Seok Park, sous le coup de poursuites lancées par la mairie de Séoul pour avoir organisé des actions publiques dans le métro de la capitale coréenne demandant un meilleur accès aux personnes en situations de handicap.

Vous aussi, rejoignez les milliers de personnes qui, cette année encore, écriront des centaines de milliers de messages aux autorités des pays concernés dans l'espoir que le quotidien de Maryia Kalesnikava, Oqba Hashad, Neth Nahara, Kyung Seok Park et Joel Paredes s'améliore!

Jean-Marie Banderet

Soutenez les cinq personnes dont les histoires se trouvent sur la page suivante et signez nos pétitions!

**REJOIGNEZ-NOUS !
SOUTENEZ LES ACTIVISTES DES DROITS HUMAINS
DU MARATHON DES LETTRES 2024 :**

OQBA HASHAD, ÉGYPTÉ



Oqba Hashad, un étudiant égyptien, a été arrêté en mai 2019 lors d'une descente de police dans une résidence universitaire de la ville de Sadat. Depuis, il est en détention provisoire. Pour quelle raison ? Parce que son frère, Amr, milite pour promouvoir les droits humains en Egypte. Emprisonner une personne en représailles de l'activité de son frère est injuste : demandez sa libération immédiate !

MARYIA KALESNIKAVA, BIÉLORUSSIE



La musicienne Maryia Kalesnikava rêvait d'une Biélorussie où tout le monde serait respecté et pourrait exprimer librement ses opinions. Elle a rejoint la campagne de la candidate indépendante Sviatlana Tsikhanouskaya lors des élections présidentielles de 2020. Au lendemain de la ré-

élection d'Alexandre Loukatchenko, elle a été arrêtée et condamnée à onze ans de prison pour avoir tenté de s'opposer à son exil décidé par les autorités. Exigez l'annulation de sa condamnation !

Pour en savoir plus ou pour écrire une lettre, rendez-vous sur amnesty.ch/marathon

NETH NAHARA, ANGOLA



Ana da Silva Miguel, alias Neth Nahara, est une TikTokeuse influente en Angola. Elle s'engage surtout pour les droits des femmes et pour l'amélioration du système de santé dans son pays. En août 2023, elle avait osé critiquer le président João Lourenço sur sa chaîne TikTok, ce qui lui a valu d'être condamnée à deux ans de prison. Exigez sa libération !

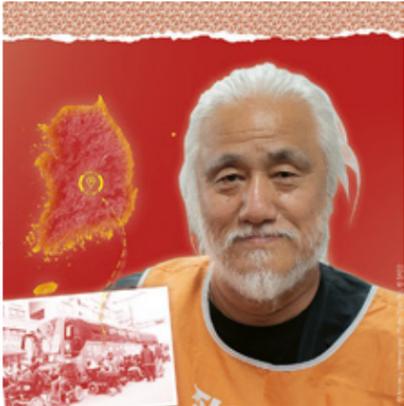
ce qui lui a valu d'être condamnée à deux ans de prison. Exigez sa libération !

JOEL PAREDES, ARGENTINE



Joel Paredes, un céramiste de 29 ans et père de deux enfants, a perdu l'usage de son œil droit lorsque la police a tiré des balles en caoutchouc sur des manifestant-e-x-s à Humahuaca, en Argentine. Il avait participé à une manifestation contre une réforme de la constitution locale menaçant les droits humains. Demandez à la justice argentine de poursuivre les responsables de ses blessures !

KYUNG SEOK PARK, CORÉE DU SUD



Depuis son accident de parapente, Kyung Seok Park est paralysique. Depuis, il a constaté à quel point il était difficile, voire dangereux, de vivre avec un handicap en Corée du Sud. Il a commencé à militer pour les droits des personnes en situation de handicap. Il est maintenant poursuivi en justice pour avoir participé à des actions publiques pour exiger un meilleur accès aux transports publics pour les personnes en situation de handicap. Demandez à la mairie de Séoul l'abandon des poursuites contre lui !

transports publics pour les personnes en situation de handicap. Demandez à la mairie de Séoul l'abandon des poursuites contre lui !

Depuis soixante ans, le Groupe 1 assure la présence d'Amnesty International à Genève, également lors de manifestations comme ici au Salon du livre de 1995 avec des membres du secrétariat.

UN DEMI-SIÈCLE D'ACTIVITÉ

Le groupe régional d'Amnesty à Coire vient de fêter ses 50 ans. Si sa taille a varié depuis 1974, il est toujours resté actif. Aujourd'hui, il est composé de membres de longue date et de nouvelles têtes. Le groupe se réunit en général une fois par mois pour discuter et planifier ses activités. Plus nous avons de ressources matérielles et humaines, plus nous pouvons nous investir. C'est pourquoi nous sommes constamment à la recherche de nouveaux membres. Tout le monde est le bienvenu pour s'engager à nos côtés pour les droits humains.



Les trois pères fondateurs du groupe de Coire (de gauche à droite) : Hans Stricker, Arno Caluori, Ruedi Berchtold

La Suisse ne doit pas devenir le seul pays sans responsabilité des multinationales !



Avec l'adoption de la nouvelle directive européenne sur la responsabilité des multinationales, qui est entrée en vigueur durant l'été 2024, la Suisse deviendra bientôt le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. Pourtant, lors de la campagne de votation d'il y a quatre ans, le Conseil fédéral avait promis qu'il procéderait de manière « coordonnée au niveau international » sur le thème de la responsabilité des multinationales – lisez à ce sujet l'interview p. 27.

Le lobby des multinationales a déjà fait savoir qu'il continuera à s'opposer à une loi sur la responsabilité des multinationales. C'est pour cette raison que nous lançons une nouvelle initiative pour des multinationales responsables.

Multinationales responsables



LE PLUS VIEUX GROUPE AMNESTY EN SUISSE FÊTE SES 60 ANS

En décembre 1964, un petit groupe de visionnaires posait les bases du premier groupe régional d'Amnesty International en Suisse. C'est Lothar Belck, après avoir découvert l'organisation à travers un article, qui l'a fondé avec deux autres militants passionnés, l'Américain Bob Lyon et l'Espagnol German Lastra. Les premières réunions avaient lieu au Grand-Lancy, chez les Belck. Aujourd'hui, la dizaine de membres actifs du Groupe 1 de Genève continue de se réunir chaque mois pour mener des actions concrètes, sensibiliser et soutenir les victimes d'injustices à travers le monde. Le combat pour les droits humains reste plus que jamais d'actualité. Chaque voix compte, chaque action a son impact. Si vous souhaitez rejoindre cette belle aventure et contribuer à la lutte pour les droits humains, il est encore temps de vous engager !

Vous souhaitez rejoindre un groupe ? Retrouvez tous les contacts sous amnesty.ch/fr/contacts/adresses/groupes

Combien de signatures pouvez-vous récolter ?

Nous voulons récolter les signatures pour la nouvelle initiative en un temps record. Pour cela, nous avons besoin de votre soutien ! Indiquez ici combien de signatures vous pouvez récolter dans les 30 jours suivant le lancement de la récolte, qui débutera mi-janvier, et renvoyez ce talon au plus vite au Secrétariat de la coalition.

- J'aimerais rester informé-e sur la nouvelle initiative et je récolterai **3 signatures**.
- J'aimerais rester informé-e sur la nouvelle initiative et je récolterai **10 signatures**.
- Je commande gratuitement **un drapeau** (70x100 cm) et souhaite rester informé-e.

Prénom : _____
 Nom : _____
 Adresse : _____
 Code postal, lieu : _____
 E-mail : _____
 Téléphone : _____

À envoyer dès que possible à :
 Coalition pour des multinationales responsables
 Monbijoustrasse 31, Case postale, 3001 Berne



ENGAGEZ-VOUS AVEC AMNESTY POUR LES DROITS HUMAINS!

AGIR AU SEIN D'UN GROUPE

Dans toute la Suisse, des personnes s'engagent avec Amnesty International. Également dans votre région. Pour en savoir plus : amnesty.ch/agir

EN FAISANT UN DON

Votre soutien financier, qu'il soit ponctuel ou régulier, fait concrètement avancer la cause des droits humains. Vous trouverez un bulletin de versement joint à ce magazine.

**INSCRIVEZ-VOUS ET RECEVEZ
GRATUITEMENT LA NEWSLETTER
AMNESTY.CH/FR/NEWSLETTER**

AMNESTY YOUTH

AMNESTY YOUTH est un réseau de jeunes qui s'engagent en Suisse pour rendre le monde meilleur. Plus d'infos: www.amnestyyouth.ch

EN LIGNE

Retrouvez les informations les plus actuelles sur nos activités ainsi que les différentes possibilités de vous engager pour les droits humains sur amnesty.ch/agir



AMNESTY INTERNATIONAL Section suisse
Speichergasse 33 . Case postale . 3001 Berne
T: +41 31 307 22 22 . F: +41 31 307 22 33
info@amnesty.ch . www.amnesty.ch
CCP: 10-1010-6 . IBAN: CH08 0900 0000 1000 1010 6